



Bureau National
de Gestion de Risques et Catastrophes



Programme des Nations Unies
pour le Développement

*Au service
des peuples
et des nations*

Plan de relèvement et de résilience pour les districts les plus affectés par la sécheresse déclenchée par El Niño dans le Grand Sud de Madagascar

Région d'Atsimo Andrefana : districts d'Ampanihy, Betioky
Région d'Androy : districts d'Ambovombe, Bekily, Tsihombe, Beloha
Région d'Anosy : district d'Amboasary



Septembre 2016

TABLE DES MATIERES

<i>RESUME EXECUTIF</i>	2
1. CONTEXTE : LA CATASTROPHE D’EL NIÑO ET SES IMPACTS DANS LE GRAND SUD DE MADAGASCAR	3
1.1 Rappel des faits	3
1.2 Bref aperçu des réponses mises en place	4
1.3 Mise en place du processus de relèvement et résilience	6
1.3.1 Journée de réflexion à Antananarivo : causes des crises récurrentes qui affectent le Grand Sud de Madagascar	6
1.3.2 Atelier technique d’Ambovombe : élaboration d’une ébauche de plan de relèvement et résilience	6
1.3.3 Revues techniques de l’ébauche du plan de relèvement et résilience au niveau des Districts les plus affectés du Grand Sud	7
2. PRESENTATION DU PLAN DE RELEVEMENT ET RESILIENCE - PRR	8
2.1 Portée et objectifs du plan	9
2.2 Leçons apprises et recommandations sur la mise en œuvre de projets	10
2.3 Problématiques de fond des régions les plus affectées du Grand Sud et orientations majeures que le PRR propose pour sortir de la crise, se relever et améliorer la résilience – alignement avec les Politiques et Plans Nationaux	10
2.4 Composantes du Plan de Relèvement et Résilience	14
2.4.1 Relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l’environnement	14
2.4.2 Relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles	16
2.4.3 Relèvement institutionnel et culturel	19
2.4.4 Données budgétaires pour trois ans	20
2.5 Coordination et gestion du relèvement et résilience	21
2.5.1 La maîtrise d’ouvrage locale	21
2.5.2 Renforcement de la coordination	22
2.5.3 Mapping des potentiels engagements des bailleurs pour le PRR	22
Annexes :	
- Mapping des acteurs Présents dans le Grand Sud de Madagascar classé par secteur	23
- Cadre des résultats par composante	25
- Budgétisation des différentes composantes	30
- Matrice de positionnement des Partenaires Techniques et Financiers pour implémenter les activités du PRR	33

Résumé Exécutif

La sécheresse déclenchée par El Niño depuis septembre 2015 a créé une situation de précarité sans précédent dans le Grand Sud de Madagascar, touchant notamment sept Districts des Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, considérées comme les plus pauvres de la Grande Ile. Les résultats des évaluations conduites dans le Sud en février 2016 ont conclu que 665.000 personnes (dont 333.752 femmes et filles) se trouvaient en insécurité alimentaire sévère, et 475.000 en insécurité alimentaire modérée, soit un total de 1.140.000 personnes dans une situation d'insécurité alimentaire. Une deuxième campagne d'évaluations menées au cours des mois de juillet-août 2016 dans les régions affectées a révélé que la situation humanitaire demeure encore très critique. En effet, les résultats de cette évaluation montrent qu'un nombre de 1.216.523 de personnes continuent à être affectées par la sécheresse et que 599.653 personnes se trouvent toujours en situation d'insécurité alimentaire sévère.

La situation de sécheresse a négativement impacté les moyens de subsistance et les économies déjà très sensibles dans le Grand Sud et a également affaibli la capacité des communautés à se remettre entièrement, les rendant encore plus fragiles et plus vulnérables aux catastrophes naturelles futures. La sécheresse a gravement diminué la disponibilité en eau pour la vie des hommes, des femmes, des enfants, pour l'agriculture et le bétail contribuant à aggraver une situation de vulnérabilité sévère et à affaiblir encore les communautés rurales déjà très pauvres. Les évaluations de juillet-août ont rendu compte également d'une perte globale pour les 7 Districts d'environ 80% de la récolte au mois de juin 2016.

Face à la situation décrite plus haut, une Concertation Nationale s'est tenue à Ambovombe en février 2016 et dans laquelle 21 engagements ont été pris par le Gouvernement pour contribuer au développement durable et soutenu du Grand Sud de Madagascar. Un plan de réponse stratégique humanitaire a été élaboré en février 2016 avec la participation du Gouvernement et l'Equipe humanitaire du pays. Ce plan de réponse (mars 2016 à avril 2017) vise à traiter les problématiques liées à l'insécurité alimentaire sévère et à l'augmentation conjoncturelle des taux de malnutrition dans le Grand Sud. La cible commune des interventions est les 665.000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ce plan prévoit des interventions dans les secteurs suivants, définis comme prioritaires : eau/hygiène/assainissement (WASH), nutrition, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, et santé ainsi que dans l'amélioration de la coordination et protection.

Il a été également jugé nécessaire d'entamer une phase de relèvement, afin que chaque secteur puisse planifier au plus vite un programme résilient de relèvement face à la sécheresse pour le moyen terme (3 ans) et qui vise à traiter les racines profondes des problèmes plutôt que les conséquences de la crise. Le but étant de contribuer à maximiser les efforts humanitaires entrepris dans les Régions les plus affectées par la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar et assurer une transition compréhensive envers les actions de développement. Pour ce faire, un processus a été mis en place pour le développement d'un Plan de Relèvement et Résilience (PRR). Ce processus a été articulé en plusieurs étapes de consultations techniques et lesquelles ont été réalisés à différents niveaux : Une journée de réflexion technique à Antananarivo le 23 juin 2016 - Un atelier technique réalisé à Ambovombe du 19 au 21 juillet 2016 - Des revues techniques courant le mois d'août au niveau des 7 Districts les plus affectés par la sécheresse. Ces consultations ont permis de comprendre les problématiques de fond qui affectent le Grand Sud telles que : la forte exposition aux aléas récurrents, en particulier la sécheresse et l'érosion éolienne ; les vulnérabilités structurelles notamment l'accès à l'eau, les systèmes agricoles défaillants, les faiblesses du système de l'emploi, la dégradation de l'environnement et l'insécurité ; les facteurs socioculturels lesquels englobent toutes les habitudes, attitudes, croyances, principes et coutumes, lesquels peuvent créer une influence positive ou négative au développement. Les consultations ont permis également de définir les orientations majeures du PRR pour sortir de la crise, se relever et améliorer la résilience, on distingue : l'accès durable à l'eau pour les humains, les animaux et l'agriculture ; Le désenclavement et développement d'opportunités économiques, inclusives et durables ; La protection et conservation de l'environnement ; l'instauration d'un climat de bonne gouvernance et de sécurité ; et la prise en compte dans la planification des facteurs socioculturels comme freins ou atouts pour le développement.

Concrètement, Le Plan de Relèvement et Résilience comprend des activités et initiatives sectorielles lesquelles sont regroupées en trois composantes qui sont liées entre elles et dont la mise en œuvre est projetée pour 3 ans (2017, 2018 et 2019). Celles-ci devraient permettre de concrétiser le relèvement et la construction de la résilience des Districts affectés par la sécheresse, ces composantes sont les suivantes : La composante pour le relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement - La composante pour le relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles – et La composante pour le relèvement institutionnel et socioculturel. La mise en œuvre des activités des 2 premières composantes incluent la création d'emplois à travers les modalités de transferts monétaires ou d'argent contre travail ou HIMO structuré permettant cela de renforcer la résilience des ménages affectés par la crise pour répondre aux besoins immédiats et à réduire leur vulnérabilité face aux chocs futurs ainsi qu'une injection rapide d'argent dans l'économie locale.

1

Contexte : La Catastrophe d'El Niño et ses impacts dans le Grand Sud de Madagascar

Cette section brosse la toile de fond de la catastrophe d'El Niño et ses impacts dans le Grand Sud de Madagascar. Elle passe brièvement en revue également les différents types de réponses réalisées, en rappelant les approches de Relèvement et Résilience. Cette partie introduit le processus mis en place pour le développement d'un Plan de Relèvement et Résilience pour les 7 Districts des trois Régions du Sud de Madagascar les plus affectés par la sécheresse déclenchée par El Niño.

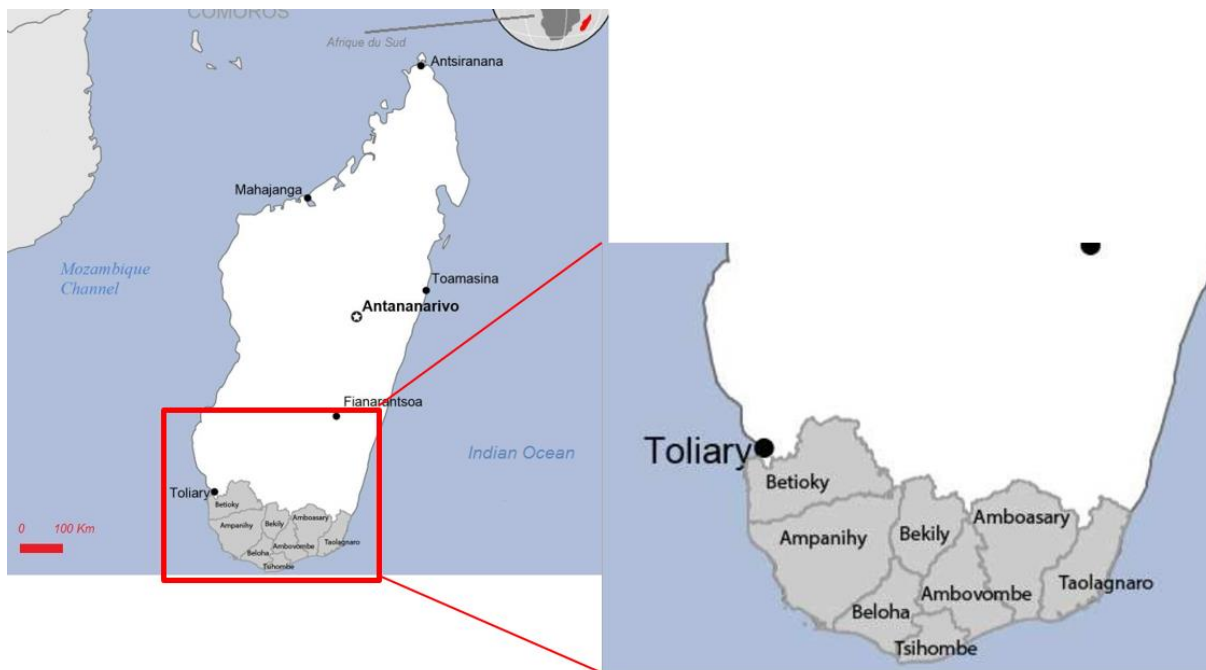
La sécheresse déclenchée par El Niño depuis septembre 2015 a créé une situation de précarité sans précédent dans le Grand Sud de Madagascar, touchant notamment sept Districts des Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy, considérées comme les plus pauvres de la Grande Ile. Ce phénomène est aggravé par des effets conjugués et récurrents qui se sont soldés par un déclin socio-économique sans précédent, une détérioration des services sociaux de base et une aggravation de la vulnérabilité des ménages face aux crises parmi lesquelles on distingue : la crise politique prolongée de 2009 à 2014, la récurrence d'épisodes de sécheresse et autres aléas naturels, la démographie galopante, la dégradation de l'environnement, l'exploitation déséquilibrée des ressources naturelles (eau, sol), les mauvaises pratiques agricoles, le déséquilibre dans la répartition des activités économiques, l'enclavement historique, les facteurs socioculturels, etc.

1.1 Rappel des faits

Au cours de l'année 2015, au niveau global a été enregistré un des plus puissants épisodes d'El Niño, et Madagascar n'a pas échappé à l'impact de ce phénomène, notamment dans le Grand Sud du pays. Le Grand Sud du pays, où vit 8% de la population totale du pays (1,8 millions de personnes) est la zone la moins développée et la plus enclavée du pays. Elle est composée de trois Régions (Atsimo Andrefana, Androy et Anosy) divisées en sept Districts (Betioky, Ampanihy, Bekily, Ambovombe, Amboasary, Tsihombe et Beloha) et en 104 communes, voir carte ci-après. C'est une zone déjà structurellement aride et qui ne reçoit qu'en moyenne 500 mm de pluie par an. L'effet cumulatif de l'insuffisance des précipitations au cours de la campagne agricole 2014/2015 et un déficit important et prolongé des pluies à cause de El Niño, atteignant jusqu'à moins de 50% du niveau normal entre septembre 2015 et février 2016, ont déclenché des conditions sans précédent de sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar et par conséquent, détérioré davantage les moyens de subsistance et une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle déjà très aiguë.

L'impact humain

Les résultats des évaluations conduites dans le Sud en février 2016 ont conclu que 665.000 personnes (dont 333.752 femmes et filles) se trouvaient en insécurité alimentaire sévère, et 475.000 en insécurité alimentaire modérée, soit un total de 1.140.000 personnes dans une situation d'insécurité alimentaire. Une deuxième campagne d'évaluations menées au cours des mois de juillet-août 2016 dans les régions affectées a révélé que la situation humanitaire demeure encore très critique. En effet, les résultats de cette évaluation montrent qu'un nombre de 1.216.523 de personnes continuent à être affectées par la sécheresse et que 599.653 personnes se trouvent toujours en situation d'insécurité alimentaire sévère. Il est à noter que 90.000 personnes sont passés d'une situation d'insécurité alimentaire sévère à une situation d'insécurité alimentaire modérée depuis février 2016.



Carte de localisation des Districts les plus affectés dans le Sud de Madagascar

L'impact sur les moyens de subsistance et ressources naturelles

La situation de sécheresse déclenchée par El Niño a gravement diminué la disponibilité en eau pour la vie des hommes, des femmes, des enfants, pour l'agriculture et le bétail contribuant à aggraver une situation de vulnérabilité sévère et à affaiblir encore les communautés rurales déjà très pauvres. Les évaluations de juillet-août ont rendu compte également d'une perte globale pour les 7 Districts d'environ 80% de la récolte au mois de juin 2016. Il en résulte une exacerbation des difficultés déjà existantes pour l'accès à la nourriture et les services de base et une détérioration accrue des moyens de subsistance des ménages vulnérables des Régions affectées du Grand Sud.

L'impact sur l'environnement

Alors que les régions d'Atsimo Andrefana, Anosy et Androy connaissent déjà une situation de dégradation environnementale forte en raison de la déforestation et mauvaises pratiques agricoles, la sécheresse est venue augmenter la pression sur l'environnement et les ressources naturelles accentuant ainsi l'extrême vulnérabilité de la population Malagasy.

1.2 Bref aperçu des réponses mises en place

Face à la situation décrite plus haut, une Concertation Nationale s'est tenue à Ambovombe en février 2016 avec le concours du Gouvernement de Madagascar, des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers, humanitaires et de développement. 21 engagements ont été pris par le Gouvernement pour contribuer au développement durable et soutenu du Grand Sud de Madagascar.

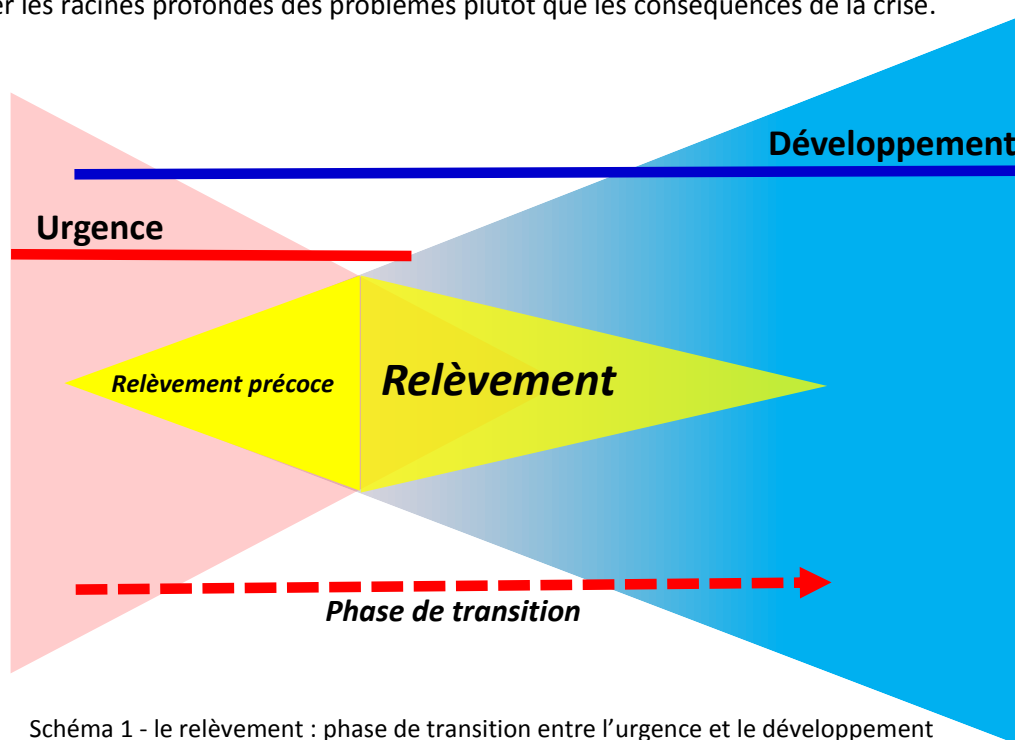
Dans la continuité de la Concertation d'Ambovombe, et en réponse aux 21 engagements, un plan de réponse stratégique humanitaire a été élaboré en février 2016 avec la participation du Gouvernement et l'Equipe humanitaire du pays. Ce plan de réponse vise à traiter les problématiques liées à l'insécurité alimentaire sévère et à l'augmentation conjoncturelle des taux de malnutrition dans le Grand Sud. La cible commune des interventions est les 665.000 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ce plan prévoit des interventions dans les secteurs suivants, définis comme prioritaires : eau/hygiène/assainissement (WASH), nutrition, sécurité alimentaire et moyens de subsistance, et santé ainsi que dans l'amélioration de la coordination et protection. Le plan de réponse humanitaire proposé et en cours de mise en œuvre s'articule en deux phases d'intervention : *une phase d'urgence aigue* pour conduire des activités purement axées sur le sauvetage des vies, pour une durée de trois mois (mars, avril, mai/juin 2016) ; et *une seconde phase de post-urgence aigue* de juin 2016 à avril 2017, cherchant

celle-ci à faire la liaison avec les activités liées au développement et à l'amélioration des niveaux de résilience.

Il est important de mentionner également que d'autres réponses sont réalisées dans le Grand Sud par d'autres acteurs humanitaires et de développement le choix cité ci-dessous montre quelques activités majeures mises en œuvre dans le Grand Sud. En annexe est inclus un mapping d'autres actions menées dans le Sud également (non exhaustif) :

- Union Européenne : a) Assistance aux agriculteurs d'Anosy et dotation en matériels agricoles et produits vétérinaires – b) Sécurité alimentaire et appui des agriculteurs : agro écologie (stock de 120 tonnes de semences) dans les districts de Tsihombe, Beloha, Ambovombe, Anosy, Ambrosary.
- USAID : a) Appui en intrants agricoles et élevage dans les Districts d'Ambovombe, Bekily, Beloha, et Tsihombe – b) Résilience pour les agriculteurs, santé et nutrition dans l'Androy, Atsimo Andrefana, et Amoronimania.
- BAD : construction de forages pour eau potable dans l'Androy.
- Banque Mondiale : a) ACT-réhabilitation de pistes et canaux d'irrigation, assainissement de villages, mares, culture de raketa dans l'Androy et l'Anosy - b) projet de filets sociaux pour la résilience communautaire.
- UNICEF, PAM, OCHA, FAO, OMS, UNFPA : réponse humanitaire 2016-2017, dans les 7 districts les plus affectés par la sécheresse dans les régions d'Atsimo Andrefana, Anosy et Androy. Renforcement de la Résilience à travers différents programmes de développement.
- PNUD : Transformation structurelle, renforcement des capacités productives durables et bonne gouvernance environnementale pour favoriser la création des moyens de subsistance au profit des populations vulnérables, surtout les femmes et les jeunes
- UNICEF : en matière de renforcement de la Résilience, UNICEF œuvre dans les 22 régions de Madagascar, et en particulier dans le Grand Sud à travers des programmes de santé, nutrition, Education, eau et l'assainissement et hygiène et protection.

Alors que la réponse humanitaire est entreprise dans le Grand Sud et s'avère indispensable pour sauver des vies, il a été également jugé nécessaire d'entamer la phase de relèvement, phase de transition entre l'urgence et le développement (voir schéma 1, ci-dessous), afin que chaque secteur puisse planifier au plus vite un programme résilient de relèvement face à la sécheresse pour le moyen terme et qui vise à traiter les racines profondes des problèmes plutôt que les conséquences de la crise.



Définitions :

Dans ce plan, le "Relèvement" se réfère à une approche coordonnée, intégrée et inclusive, utilisant graduellement les dividendes de l'action humanitaire pour "reconstruire mais en mieux" (*build back better*) et renforcer une sortie durable de la crise, pour favoriser la résilience, les opportunités de développement, ainsi que les changements sociaux. Le Relèvement est guidé par des principes de développement et cherche à s'appuyer sur les programmes d'urgence et ainsi catalyser les opportunités pour un développement durable, même si les objectifs, les mécanismes et les expertises sont différentes.

La "Résilience" quant à elle, désigne la capacité d'une personne physique, un ménage, une communauté, une région ou un pays à prévenir, résister, s'adapter, récupérer rapidement et mieux rebondir, plus fort et plus sûr après les crises et les chocs traumatiques, de sorte à améliorer les perspectives à long terme pour un développement durable. Dans un contexte humanitaire, les communautés et les ménages sont résilients quand ils sont en mesure de répondre à leurs besoins de base et d'une manière durable sans avoir recours à l'aide extérieure (Réf. : UNDP-GCER / Guidance on early recovery coordination – Definition on resilience p.64)

1.3 Mise en place du processus de relèvement et résilience

Dans le but de contribuer à maximiser les efforts humanitaires entrepris dans les Régions les plus affectées par la sécheresse dans le Grand Sud de Madagascar et assurer une transition compréhensive envers les actions de développement, un processus a été mis en place pour le développement d'un plan de Relèvement et Résilience. Ce processus a été articulé en plusieurs étapes de consultations techniques et lesquelles ont été réalisés à différents niveaux :

- Une journée de réflexion technique à Antananarivo le 23 juin 2016
- Un atelier technique réalisé à Ambovombe du 19 au 21 juillet 2016
- Des revues techniques au niveau des 7 Districts affectés par la sécheresse

Les consultations d'Antananarivo et d'Ambovombe ont été réalisés dans le but de porter une réflexion pour parvenir à une compréhension commune sur les causes principales (structurelles) de la crise, y compris à travers la documentation existante sur le Grand Sud ; se mettre d'accord sur les besoins majeurs en relèvement ou autres et élaborer pour les 7 Districts les plus affectés une ébauche d'un Plan de relèvement et résilience pour le moyen terme (jusqu'à 3 ans). La troisième consultation, quant à elle, a été conçue pour améliorer le contenu technique au niveau District et Communal des ébauches détaillées des plans de relèvement et résilience. Ci-dessous, une description sommaire des différentes consultations.

1.3.1 Journée de réflexion à Antananarivo : causes des crises récurrentes qui affectent le Grand Sud de Madagascar

La journée de réflexion s'est tenue dans les bureaux du BNGRC, le 23 juin 2016, et a accueilli 62 participants (représentants du gouvernement, SNU, ONG, Académie et médias). Après des séances focalisées sur la présentation des concepts de base du relèvement précoce et résilience, des échanges ont été réalisés pour broser la toile de fond sur les problématiques qui affectent les Régions du Grand Sud de Madagascar. Un consensus a été obtenu sur les actions nécessaires minimales pour l'élaboration du plan de relèvement et résilience, celles-ci sont articulées autour des piliers : aléas récurrents, vulnérabilités structurelles et facteurs socio-culturels. La journée a été terminée par l'élaboration de la feuille de route pour la suite du processus.

1.3.2 Atelier technique d'Ambovombe : élaboration d'une ébauche de plan de relèvement et résilience

L'atelier tenu à Ambovombe, du 19 au 21 juillet 2016, a été animé par 152 participants représentant le Gouvernement central et local des Régions d'Atsimo Andrefana, Anosy et Androy, la société civile et le milieu universitaire, les ONGs, les notables locaux, les médias et les

représentants des communautés ainsi que les Agences du Système des Nations Unies œuvrant également dans ces Régions. Les résultats de deux jours et demi de travail ont permis d'obtenir un consensus des problématiques majeures affectant les trois Régions concernées et d'élaborer des ébauches de plans de relèvement et résilience par Région et par District. Les objectifs et activités principales de ces plans ont été formulés pour apporter des réponses aux problématiques suscitées par : les aléas récurrents, les vulnérabilités structurelles et les facteurs socio culturels.

1.3.3 Revues techniques de l'ébauche du plan de relèvement et résilience au niveau des Districts les plus affectés du Grand Sud

En vue d'affiner les résultats et valider les ébauches des plans de relèvement et résilience élaborées lors de l'atelier d'Ambovombe, des descentes sur le terrain ont été conduites durant le mois d'août au niveau des 7 Districts les plus affectés par la crise des Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. Ces missions de terrain ont été articulées en trois groupes :

- Groupe 1 : Districts de Betioky et Ampanihy
- Groupe 2 : Districts de Bekily et Ambovombe
- Groupe 3 : Districts d'Amboasary, Tsihombe et Beloha

Cet exercice a été réalisé avec le concours de missionnaires du BNGRC et le soutien du PNUD ainsi que de personnes ressources des Districts et Communes concernées : Chefs de District, maires, autorités traditionnelles, services techniques déconcentrés au niveau du District, organisations de la société civile, secteur privé, ONG/projets, Agences des Nations Unies. Les ébauches des plans ont été affinés et adaptés aux niveaux des Districts et constituent le Plan de Relèvement et Résilience présenté ci-dessous.

2

Présentation du Plan de Relèvement et Résilience (PRR)

Cette section présente en premier lieu la portée et les objectifs du Plan, suivis de la justification et principales leçons apprises et recommandations sur la mise en œuvre de projets dans le Grand Sud. Ensuite sont présentées les problématiques de fond qui affectent le Grand sud ainsi que les orientations majeures proposées par le PRR pour sortir de la crise, se relever et améliorer la résilience. On distingue ensuite le détail des différentes composantes du Plan de Relèvement et Résilience et leurs coûts respectifs. Ces composantes sont désagrégées par Districts pour les Régions d’Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. Un rappel des rôles et responsabilités des intervenants de l’Etat est fourni dans cette section aussi.

Le Développement du présent Plan de Relèvement et Résilience (PRR) constitue une réponse coordonnée et multisectorielle aux sécheresses récurrentes, en particulier celle déclenchée par El Niño, visant surtout les causes profondes de cette crise chronique.

Le Plan de Relèvement et de Résilience tel qui est présenté ci-dessous constitue l’expression des besoins à satisfaire pour le moyen terme, et s’appuie sur un effort collectif de réflexions et de concertations aux niveaux Central, Régional et District.

Sur le plan technique, les principaux acteurs et parties prenantes ont été consultés, notamment les autorités locales, les différents groupements de la société civile ainsi que les tous les acteurs du gouvernement, ONGs et agences de coopération œuvrant dans le Grand Sud. Tous les échanges soutenus et constructifs ont permis de nous sensibiliser aux attentes des communautés affectées par les crises récurrentes et de comprendre leurs attentes pour l’avenir.

Cette proposition appelle à agir maintenant afin de contribuer au relèvement des Régions les plus affectées par El Niño, mais aussi pour contribuer à inverser la spirale de vulnérabilité en protégeant les populations des aléas et des futures catastrophes naturelles, en aménageant les bassins versants du Grand Sud afin de les sécuriser et les rendre productifs de manière durable, en stimulant la croissance et le développement économique inclusif permettant d’offrir une qualité de vie et des perspectives d’avenir à une population sans cesse croissante, tout en tirant profit des connaissances, la solidarité et facteurs socio-culturels des Régions concernées lesquels devraient permettre d’apporter des changements profonds dans les comportements et attitudes des uns et des autres. Cette proposition vise également à renforcer la résilience au niveau des ménages, des communautés et des institutions ainsi qu’à explorer comment les acteurs du développement et de l’action humanitaire peuvent travailler plus étroitement ensemble pour réduire les besoins des plus vulnérables quelques pistes sont les suivantes:

- En laissant de côté leurs étiquettes institutionnelles telles que « développement » ou « humanitaire » afin de travailler ensemble dans un cadre temporel pluriannuel, concevant des objectifs de développement durable, en développant un cadre commun pour la recherche de résultats et de redevabilité.
- En ayant une compréhension commune du contexte pour réduire les risques de catastrophes
- Ayant comme objectif commun d’aider les communautés vulnérables et exposées aux risques à devenir résilientes et autonomes, et non pas simplement de satisfaire leurs besoins année après année : la

résilience et l'autonomie doivent être les principes qui inspirent les opérations d'assistance et de gestion des risques.

- A concevoir des actions collectives qui soient durables, précises, quantifiables et mesurables.

Les sections qui suivent expliquent les composantes du PRR.

2.1 Portée et objectifs du plan

Le PRR qui est proposé s'inspire d'une vision qui va au-delà de la réponse humanitaire en cours (mise en place dans les Régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy et prévue jusqu'en avril 2017), il présente des activités pour les 36 prochains mois et chiffre également les coûts afférents. Le PRR vise à lancer des chantiers de relèvement et résilience pour agir maintenant tout en mettant en place les conditions pour s'attaquer aux causes structurelles de vulnérabilité qui affectent le Grand Sud de Madagascar.

Il est important de mentionner que le propos principal du PRR n'est pas de revenir à la situation qui prévalait à la veille de la sécheresse déclenchée par El Niño, il s'agit à présent de s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité et renforcer la résilience pour que les aléas de la nature ou anthropiques n'infligent plus de souffrances et ne causent autant de dommages et de pertes au niveau des moyens de subsistance des communautés des Régions affectées. C'est pour cela que le PRR proposé doit être approprié par le Gouvernement et également tous les acteurs de la société Malagasy, ONG et acteurs de coopération où chacun est appelé à jouer son rôle dans la recherche de l'intérêt collectif. Dans ce sens, le PRR se propose de répondre aux objectifs suivants :

- Renforcer et maximiser dans l'immédiat les efforts mis en œuvre dans la réponse d'urgence
- Réduire l'exposition future aux aléas et contrôler la dégradation de l'environnement
- Redémarrer les activités économiques et relancer le Grand Sud sur la voie du développement
- Renforcer et promouvoir le relèvement institutionnel et social pour améliorer la gouvernance et réduire la vulnérabilité du Grand Sud face à l'insécurité et aux inégalités.
- Stimuler l'intérêt du Gouvernement, acteurs humanitaires, acteurs de développement, secteur privé et bailleurs de fonds pour la formulation de programmes et projets, leurs financements et leur exécution, tout cela dans une approche coordonnée et cohérente.

Concernant le Ciblage, le présent PRR s'inscrit dans la continuité des actions du Plan Humanitaire en cours, et tient compte des dernières évaluations et actualisations réalisées au cours du mois de juillet-août 2016. Dans ce sens, ce plan se focalise sur les mêmes cibles géographiques et personnes affectées, à savoir 665,000 personnes au niveau des 7 Districts les plus affectés des régions d'Atsimo Andrefana : District d'Ampanihy et Betioky – Androy : Districts d'Ambovombe, Bekily, Tsiombe, et Beloha – et Anosy : District d'Amboasary.

En matière de Protection Sociale, les objectifs du présent plan de relèvement et résilience sont alignés avec La vision de la Protection Sociale pour Madagascar en 2024 qui est « *d'établir un système efficace de filets sociaux de sécurité qui réduise considérablement l'extrême pauvreté et qui renforce la résilience des pauvres aux catastrophes naturelles* ». La protection sociale s'attaque en particulier aux vulnérabilités, et tel comme il a été analysé et décrit ci-dessous dans la partie des problématiques qui affectent le Grand Sud, la vulnérabilité structurelle constitue un des défis majeurs auquel ce plan tente de répondre. Les actions que ce plan propose, ont une correspondance directe avec la protection sociale et comprennent des interventions ayant pour objet : d'assister les plus démunis et les plus vulnérables et d'aider les individus, les ménages et les communautés à mieux gérer les risques futurs, en particulier les sécheresses récurrentes. Concrètement, le PRR propose des transferts monétaires et d'argent contre travail et actions HIMO comme des filets sociaux complémentaires et lesquels renforcent les actions humanitaires et de développement en cours et permettent de favoriser la transition vers une croissance économique en aidant les ménages à mieux investir dans leur avenir et en réduisant les défaillances des marchés (accès au crédit, dotation intrants, structuration etc.). Le PRR ne propose pas des schémas d'assurance sociale (assurance maladie, les pensions, etc.) ainsi que des services sociaux pour des

groupes cibles spécifiques comme par exemple les handicapés, les orphelins etc., étant considérés ceux-là comme des actions de développement et non pas de relèvement. Tel comme il est décrit plus loin dans le document, au niveau des composantes vouées au relèvement de l'agriculture et de l'économie locale, les actions proposées ont été conçues pour donner aux personnes les plus affectées par la sécheresse et vivant déjà dans une situation de détresse des opportunités de création de revenus à travers le développement d'actifs productifs individuels ou collectifs (réhabilitation et construction d'ouvrages hydrauliques, pépinières, création d'unités de transformation d'huile, d'aliment pour animaux, artisanat etc.) qui peuvent aider les communautés à devenir plus résilientes.

2.2 Leçons apprises et recommandations sur la mise en œuvre de projets

Lors de l'atelier d'Ambovombe, une réflexion sur les leçons apprises par le passé concernant les interventions a permis de tirer des leçons et de formuler des recommandations à tenir en compte pour le développement du Plan de Relèvement et Résilience pour l'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. Les différentes analyses et réflexions des groupes ont permis de distinguer ces principales leçons apprises et recommandations :

- Assurer dans la conception une **meilleure analyse du contexte** et une **meilleure consultation avec les bénéficiaires** pour s'assurer que les vrais besoins soient identifiés selon des critères clairs
- Assurer tout au long du projet une **meilleure communication avec et implication des bénéficiaires** pour que les objectifs, modalités et procédures soient bien compris par tous les concernés, cela pourrait nécessiter la traduction des matériaux en langage locale.
- S'assurer que les projets comprennent systématiquement des **stratégies de pérennisation bien définies**, y compris à travers une vraie **appropriation locale**.
- S'assurer que les projets **valorisent au maximum le capital physique et humain ainsi que les aspects socio-culturels et connaissances endogènes** qui favorisent la résilience et le développement.
- Assurer une **meilleure coordination et complémentarité entre acteurs** : Gouvernement central et Gouvernement local ; acteurs humanitaires et acteurs de développement ; acteurs du gouvernement et structures de coopération (Agences des Nations Unies, ONGs).
- Assurer un **meilleur suivi de proximité** tout au long du cycle pour adapter les approches au besoin.
- Assurer une **meilleure redevabilité** à travers l'amélioration des systèmes d'information et mécanismes de transparence et surveillance pour renforcer la lutte contre la corruption.
- Promouvoir des **approches à plus long-terme**.

De plus, ne pas intégrer dès à présent l'approche de relèvement et résilience dans la réponse dans le Sud pourrait compromettre le peu de gains déjà acquis dans les interventions humanitaires en cours et ceux du développement dans une région déjà considérée à haut risque.

2.3 Problématiques de fond des régions les plus affectées du Grand Sud et orientations majeures que le PRR propose pour sortir de la crise, se relever et améliorer la résilience – alignement avec les Politiques et Plans Nationaux

Les problèmes de fond

Hormis la crise humanitaire déclenchée par la sécheresse (El Niño), les districts les plus affectés par la sécheresse, affrontent d'autres problématiques de fond qui empêchent que les communautés puissent réduire leurs vulnérabilités et construire leur résilience. Une étude bibliographique, la consultation faite à d'Ambovombe et celles conduites au niveau district ainsi que les discussions formelles ou informelles tenues avec les autorités et les citoyens concernés ont permis de comprendre ces problématiques. Les lignes qui suivent en font un bref récit.

Les inégalités d'accès aux ressources naturelles (eau, terres) et financières, le contexte d'insécurité grandissante (phénomène de vol de zébu), la faible présence de l'Etat et le déficit de coordination dans

la distribution des réponses, notamment humanitaires, génèrent des conflits qui fragilisent d'autant plus les populations et les structures locales.

L'aléa tel que la sécheresse récurrente à elle seule n'est pas la seule à affecter les districts concernés, on peut mentionner également les invasions acridiennes ainsi que les problèmes liés aux processus d'érosion éolienne provoquant des problèmes de mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages, contribuant à la dégradation progressive de l'environnement. D'autres aspects physiques ont été identifiés et ayant un impact sur les moyens de subsistance des communautés, on distingue : les feux de brousse, les parasites dans les cultures et les vents du Sud dénommés Tioky Mena. Il est important ne pas oublier l'impact négatif des mauvaises pratiques agricoles telles que déforestation, la culture sur brûlis, la coupe de bois de chauffe, etc., détériorent également les moyens de subsistance.

Hormis les problèmes liés aux aléas naturels, d'autres problématiques communes aux trois régions ont été citées lors des consultations, celles-ci sont liées aux vulnérabilités structurelles et facteurs socioculturels :

Vulnérabilités structurelles :

- **L'accès à l'eau pour la vie et l'agriculture** : L'insuffisance chronique d'eau dans le Grand Sud est une contrainte fondamentale pour son développement socio-économique, et pose des problèmes de santé, d'insuffisance alimentaire et nutritionnelle, de production économique déficiente et plus généralement de très mauvaises conditions de vie des populations.
- **Systemes agricoles défaillants** : L'agriculture devrait subvenir aux besoins alimentaires des trois régions concernées dans cet atelier, mais aussi constituer une source de revenus pour les paysans. Du fait du climat et de la faible fertilité des sols, de l'insuffisance de matériaux et faibles systèmes de production elle ne présente qu'une activité économique très modeste soumise à de nombreux problèmes : les surfaces pour les cultures sont d'étendue trop limitée et mal exploitées faute de maîtrise de l'eau, tandis que les autres produits alimentaires (manioc, maïs, patate douce, haricot) proviennent de cultures pluviales subissant les aléas de la pluviométrie qui font que la moindre perturbation du calendrier des pluies provoque des sécheresses (kere). D'autres aspects mentionnés lors de l'atelier et associés à la faible productivité dans le domaine agricole, pêche et élevage sont : l'utilisation de pratiques dépassées (connaissances insuffisantes des producteurs en matière de technologies améliorées), faiblesse des programmes de formation et de vulgarisation, manque de matériels, accès à la terre. Il a été mentionné aussi que les services techniques et d'accompagnement disponibles aujourd'hui restent limités en termes de couverture géographique et considérablement inégaux en termes de qualité à cause de l'enclavement.

Faibles systèmes d'emploi : Un marché du travail qui ne permet de générer des emplois décents : Les régions souffrent d'une inadéquation du marché du travail. En effet, d'un côté, le manque de développement économique est un frein pour créer la demande suffisante et donc créer des emplois. Ceci est dû au manque d'investissement privé réduisant cela l'accès au crédit dans les secteurs porteurs (agriculture, pêche, élevage, artisanat...) à cause du manque d'eau, de l'insécurité. La faiblesse des infrastructures, et la non intégration dans le tissu économique et les marchés sont des facteurs aggravant et impactant sur la création d'emploi. D'autre part, l'offre est également inadéquate : manque de main d'œuvre aux qualifications requises (du fait de l'exode rural mais aussi du fait des défaillances du système éducatif et de formation professionnelle), déséquilibres dans la structure de la population active (population jeune très forte et sous occupation des femmes). Les participants recommandent l'approche HIMO Structurée comme outil de réalisation des travaux d'investissement (ouvrages hydrauliques, hydro-agricoles, pistes rurales ; ...), et ceci dans l'objectif (i) de créer des emplois décents, (ii) de renforcer les compétences locales (CTD, artisans, micro entreprises, ...) en termes de gestion, de réalisation et d'entretien de ces infrastructures et (iii) de pouvoir injecter des revenus au niveau local (même au niveau des ménages).

- Dans ce contexte, il convient de noter enfin que les institutions publiques ne jouent pas leur rôle pour structurer le marché du travail et promouvoir des emplois décents, que ce soit par le manque

d'incitations pour favoriser l'investissement que le respect des droits des travailleurs, et un niveau de salaires décents (en particulier dans le secteur sisalier)

- **Dégradation de l'environnement et mauvaise gestion du capital naturel** : les participants ont énoncé que l'épuisement des ressources naturelles résulte, du trafic illégal (tortues et corail noir), des excès dans l'accès aux ressources communes (par exemple, les forêts) ainsi que de mécanismes de survie par exemple, la culture sur brûlis, la coupe de bois de chauffe, etc.
- **L'insécurité** : ceci pose le problème de l'impunité, de la corruption et des abus de pouvoir. Elle a aussi des impacts psychosociaux importants en instaurant et/ou aggravant des climats de défiance et méfiance entre les gens. La peur des agressions limite les déplacements et crée dans certains endroits une sorte de paralysie.

Facteurs socioculturels :

Au cours de l'atelier, la notion « de facteurs socioculturels » a été utilisée dans son sens le plus large et englobe toutes les habitudes, attitudes, croyances, principes et coutumes, lesquels peuvent créer une influence positive ou négative au développement. A l'issue de l'atelier, il en ressorti que certains facteurs socioculturels peuvent freiner ou favoriser le développement :

- **L'attachement et l'occupation de la terre natale** : ceci pose le problème de refuser de se détacher de la terre pour migrer et s'installer là où l'on trouve de meilleures conditions de vie (accès à l'eau pour la vie, l'agriculture et l'élevage).
- **Le 'Havoria'** : les traditions funéraires sont très onéreuses et exercent une pression financière sur les familles du défunt, voire d'autres proches, ce qui très souvent les endettent et complique une situation de pauvreté déjà existante.
- **L'attachement aux zébus** : Le zébu est une distinction de richesse et notoriété mais n'est en général pas utilisé comme moyen de subsistance. Lorsqu'une personne décède on tue tous ses zébus, on les partage avec le village, et les cornes de zébus sont placées sur la tombe. Avant de se marier, le jeune homme doit voler un zébu et le donner au père de la future jeune femme.
- **La Polygamie** : la polygamie est plutôt considérée positive car elle peut permettre de conclure des alliances économiques et politiques. Elle fournit aussi une main d'œuvre abondante. Le problème se pose si les familles sont pauvres, les ressources financières se dissipent et amplifient les problèmes de pauvreté.
Le mariage précoce : souvent il se produit dans des cas de mariages arrangés pour conclure des alliances entre clans, lignages ou groupes pour avoir accès aux pâturages ou à l'eau. Malgré l'avantage d'accès à des ressources, cela pose les problèmes d'accès à l'éducation pour les filles, de mortalité précoce maternelle et infantile et de violences.
- **La pression et droit exercés par la parenté de l'ainé** et les relations fondées sur le lignage ou les critères de répartition discriminatoire, comme ceux basés sur l'âge ou le sexe, ou encore par héritage, par alliances claniques ou personnelles.

Les orientations majeures proposées pour le PRR

Face aux problématiques de fond identifiées ci-dessus, le processus de consultation a permis d'obtenir également les orientations majeures que le Plan de Relèvement et Résilience devrait suivre pour que les communautés affectées puissent sortir de la crise, se relever et améliorer leur résilience. Ces orientations s'articulent comme il suit :

- L'accès durable à l'eau pour les humains, les animaux et l'agriculture
- Le désenclavement et développement d'opportunités économiques, inclusives et durables
- La protection et conservation de l'environnement
- L'instauration d'un climat de bonne gouvernance de sécurité, facteur essentiel pour un développement social et économique,

- Prise en compte des facteurs socioculturels comme freins ou atouts pour le développement.

Il est important de souligner que le plan de relèvement et résilience favorisera l'autonomisation des femmes au profit de la société dans son ensemble et veillera à ce que les besoins de femmes, les filles et des jeunes reçoivent une attention particulière et qu'elles soient dûment incluses dans les activités et prise de décisions afin que leurs droits puissent être respectés.

L'alignement

La Table ci-dessous montre les grands traits relatifs aux liens et alignements entre La Politique Générale de l'Etat (PGE) - le Plan National pour le Développement (PND) et le Plan de Relèvement et Résilience (PRR).

Tableau 1 : Alignement et liens entre la Politique Générale de l'Etat le Plan National de Développement et le Plan de Relèvement et de Résilience

DEFIS DE LA POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT	PROGRAMMES DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT (la numérotation correspond aux objectifs tels qui sont présentés dans le PND)	PLAN DE RELEVEMENT ET RESILIENCE
Eau et assainissement	4.5. Eau, hygiène et assainissement garants de la santé publique	L'accès durable à l'eau pour les humains, les animaux et l'agriculture
Agriculture	3.1. Développement des secteurs stratégiques et/ou des filières porteuses	
Création d'emplois	4.3. Formation technique et professionnelle au profit de l'économie et des régions [Axe 3 Croissance inclusive et ancrage territorial du développement]	Le désenclavement et développement d'opportunités économiques inclusives durables
Préservation de l'environnement	5.2. Capital naturel et résilience aux risques de catastrophes	- La protection et conservation de l'environnement
Sécurité Publique	1.2. Justice et Sécurité apaisantes et respectueuses de la dignité et des droits humains	- L'instauration d'un climat de bonne gouvernance de sécurité, facteur essentiel pour un développement social et économique, - Prise en compte des facteurs socioculturels comme freins ou atouts pour le développement.
Décentralisation effective	1.3. Gouvernance locale au service du développement local	

Partant des diagnostics participatifs et des orientations identifiées lors des différents rencontres et ateliers, le Plan de Relèvement et Résilience des Régions les plus affectées du Grand Sud de Madagascar s'inscrit dans les défis de la PGE et les Programmes du PND. Il se veut être un cadre de coordination des différentes interventions, des différents acteurs (institutionnels, privés, projets et ONG) pour la mise en œuvre d'actions dont l'objectif est la création des conditions sociales, sécuritaires, infrastructurelles, économiques et socioculturelles favorables (et indispensables) pour le développement durable du Grand Sud. Son élaboration a été guidée par trois principes :

- **La participation** des différents acteurs dans le cadre de dialogue territorial pour définir ensemble les problèmes, les enjeux et les défis à relever et déterminer les actions à entreprendre pour accroître la légitimité des décisions prises et engager des actions collectives.

- **La transversalité** entend prendre en compte la complexité des problèmes qui dépassent les divisions des départements ministériels et des cloisonnements des programmes et projets sectoriels et thématiques qui se renforcent mutuellement.
- **La territorialisation** des politiques publiques, des programmes et projets pour renforcer les rôles d'animation et de coordination des services techniques déconcentrés ainsi que les capacités de pilotage des collectivités territoriales pour la mise en place de mécanismes de coordination des interventions.

2.4 Composantes du Plan de Relèvement et Résilience

Le Plan de Relèvement et Résilience comprend trois composantes qui sont liées entre elles et dont la mise en œuvre est projetée pour 3 ans (2017, 2018 et 2019). Celles-ci devraient permettre de concrétiser le relèvement et la construction de la résilience des Districts affectés par la sécheresse. Aussi les actions et initiatives sectorielles sont regroupées selon les composantes suivantes :

- La composante pour le relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement
- La composante pour le relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles
- La composante pour le relèvement institutionnel et culturel

La section qui suit rappelle les activités proposées et validées lors des consultations dans les Districts d'Ambovombe, Tsiombe, Beloha, Ampanihy, Betioky, Amboasary et Bekily, et décrit également une explication de ces choix et une proposition de comment les mettre en place.

2.4.1 Relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement

Cette composante s'attaquera immédiatement à la réhabilitation et construction d'ouvrages hydrauliques de surface et souterrains pour permettre un accès durable à l'eau pour la vie, l'agriculture et l'élevage et ainsi pouvoir faire face aux sécheresses récurrentes, en particulier celle déclenchée par el Nino, qui affectent les districts concernés dans ce plan.

Cette composante entend adresser également des problématiques posées par d'autres aléas tels que l'érosion éolienne, la déforestation et les invasions acridiennes lesquelles contribuent à dégrader l'environnement et par conséquent à détériorer les moyens de subsistance des communautés du Sud.

Il s'agit de mettre en œuvre des actions coordonnées entre elles et de disposer des conditions d'accès à l'eau de façon durable ainsi que de mettre en place des mesures de protection et conservation des ressources naturelles pour permettre à la population de se relever face à la crise et renforcer les niveaux de résilience. Les activités proposées pour cette composante sont les suivantes :

1. Réhabiliter/construire des puits et forages.

Lors des consultations réalisées dans les Districts affectées par la présente sécheresse, en plus des ouvrages hydrauliques aménagés par l'action humanitaire et par autres acteurs de développement, il a été identifié le besoin de réhabiliter de nombreux ouvrages mais aussi d'en construire de nouveaux. Pour les propos de ce Plan, la réhabilitation et/ou construction d'ouvrages hydrauliques s'inscrit dans un contexte de relèvement nécessaire pour aider à surmonter le déficit de précipitations permettant rapidement l'accès à l'eau pour la vie mais aussi pour l'agriculture et l'élevage grâce à un accès stable à l'eau. Cela permettra l'amélioration de la production pour la relance économique mais aussi pour augmenter significativement la résilience des populations affectées face aux urgences futures. En effet la nature et les caractéristiques des sécheresses récurrentes dans le Sud, ont commencé à changer depuis environ une dizaine d'années en devenant plus fréquentes, plus imprévisibles et plus fortes à cause du changement climatique.

La proposition faite dans ce plan pour les 7 Districts concernés consiste à :

- réhabiliter : 16 puits, 74 barrages, 13 impluviums et 26 km de canaux d'irrigation (curage).
- Construire : 69 puits, 496 forages, 70 retenues d'eau pluviale, 28 barrages, 65 impluviums et 20 Km de canaux.

Concernant la réhabilitation et/ou construction de puits (jusqu'à 10 m. de profondeur), d'impluviums, barrages et canaux d'irrigation les approches proposées lors des consultations et accessibles sur place pour la réalisation de ces ouvrages consistent à des actions d'argent contre travail et/ou HIMO structuré. Pour les forages (au-delà de 15 m. de profondeur) il faut accéder aux méthodes mécanisées.

Ces interventions contribueront également à la réduction des risques de catastrophes et adaptation au changement climatique dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, l'assainissement/hygiène et l'agriculture.

2. Réhabiliter/Construire d'autres infrastructures hydro-agricoles (barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation et/d'adduction, impluviums).

Voir ci-dessus.

3. Réaliser et renforcer des activités de lutte contre l'érosion éolienne, responsable des mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages.

Afin de récupérer et stabiliser les terres dégradées par l'ensablement, le mouvement de dunes ainsi que du fort régime éolien, le PRR propose des actions pour faciliter la récupération de ces terres sur le court et moyen terme. Il s'agit de fixer des dunes, planter des brises vents et reboiser environ 738 ha de terres dans les communes les plus exposées des Districts d'Ambovombe, Tsiombe, Beloha, Ampanihy, Betioky et Amboasary. Le District de Bekily n'est pas concerné par cette problématique. Lors des consultations il a été proposé par les parties prenantes de réaliser ces actions par HIMO structuré ou soit par des actions d'argent contre travail, options qui ont déjà été pratiquées dans le Grand Sud.

4. Protéger et conserver les ressources forestières.

Dans le but de diminuer la pression sur les ressources forestières et autres ressources naturelles, des campagnes de reboisement (par Himo ou argent contre travail) sont proposées ainsi que des campagnes de sensibilisation et structuration communautaire pour la réactualisation des amendes (Dina), constitution de groupes de suivi et d'application de ces Dina et mise en place de structures d'accompagnement et d'appui conseil. Il est proposé également dans ce volet, la mise en place de pépinières villageoises permettant cela de renforcer les capacités des organisations communautaires locales dans la conception et la mise en œuvre d'emplois verts associés à la sensibilisation et à l'utilisation durable de naturel. Une autre activité proposée est celle de l'amélioration de la gestion des ressources forestières et la création de comités de vigilance villageoise. En effet, les capacités de surveillance pour freiner le Trafic illégal du patrimoine doit être renforcé y compris la fourniture de l'équipement nécessaire tel qu'il est proposé dans cette partie.

5. Promouvoir la création d'Aires Protégées.

Cela exige le renforcement des capacités existantes pour la gestion et le maintien des services des écosystèmes des districts concernés dans ce plan, y compris la mise en œuvre de la réhabilitation des forêts dégradées. Des campagnes de sensibilisation sont prévues à cet effet ainsi que d'autres actions se référant à la capitalisation des acquis assimilés sur la valorisation de forêts sacrées à travers l'organisation d'ateliers d'échange sur les acquis et d'information sur la nouvelle loi n° 2015 005 portant sur la refonte du Code de Gestion des Aires Protégées et aussi en réalisant des ateliers de formation des membres des comités de gestion et appui en matériels.

Cette action sera très utile pour informer les stratégies et politiques pour appuyer la prise de décisions par rapport à la durabilité des écosystèmes, leurs biens et services, ainsi que leur biodiversité, dans la situation actuelle.

6. Renforcer la lutte antiacridienne.

Il a été exprimé dans tous les Districts consultés que le risque d'invasion acridienne demeure encore très fort et met sérieusement en péril la sécurité alimentaire du Grand Sud lequel se trouve déjà dans une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère. Compte tenu que le programme triennal (2013-2015) de lutte antiacridienne à Madagascar a été finalisé, une assistance technique et financière supplémentaire est nécessaire pour consolider les acquis et pour mettre en place de nouvelles actions de lutte préventive et renforcement de capacités destinées à assurer sa mise en œuvre dans la durée. Dans ce sens, il a été proposé d'envisager de développer un nouveau plan triennal de lutte antiacridienne.

7. Promouvoir les fours solaires dans les cantines scolaires.

En plus du poids des catastrophes naturelles qui affectent l'environnement du Grand Sud de Madagascar, l'action de l'homme vient s'ajouter à travers la déforestation. L'abattage des arbres se produit pour plusieurs raisons, mais de façon notable le bois récolté est utilisé comme combustible, et dans les districts concernés par ce Plan, on estime que la plupart de la population dépend du bois ou du charbon pour la cuisson des aliments. Malgré le fait que les communautés vivant dans le Sud aient pris conscience de la situation, il faut que cette prise de conscience, face à la déforestation, se traduise en action durable pour l'environnement. Dans ce sens, les actions proposées s'orientent à équiper les cantines scolaires (1300 unités dans les 7 districts les plus affectés par la crise) de cuiseurs écologiques (solaires) afin d'assurer des repas quotidiens aux enfants présents dans ces structures. L'énergie solaire présente dans le Sud de Madagascar est encore sous exploitée par la population et peut jouer un grand rôle dans la mise en place de ce type d'actions. Cette action pourrait constituer un projet de réduction d'émissions de CO₂ et crédits carbone.

Voir en annexe, le Tableau : 2, il présente le cadre des résultats de la Composante pour le relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement.

2.4.2 Relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles

Le relèvement économique et la réduction des vulnérabilités structurelles passent par la stimulation du développement local, développement de compétences, valorisation des acquis et des méthodes existantes, la gestion du foncier et la réhabilitation et reconstruction d'infrastructures économiques (infrastructures agricoles, pêche, d'élevage, pistes et chemins ruraux) nécessaires à la croissance des communes enclavées des Régions et Districts concernés par ce plan.

Cette composante poursuit la valorisation des secteurs clés, en modernisant les secteurs agricole, élevage et pêche dans toutes leurs composantes offrant ainsi un potentiel de commercialisation, avec comme objectif la sécurité alimentaire. L'objectif consiste à mettre en place les conditions de relance de l'économie régionale, en intervenant à plusieurs niveaux et dans différents secteurs, l'enjeu étant d'améliorer les capacités productives des communautés (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs) et du secteur privé à travers le renforcement des moyens de production, l'amélioration des conditions de travail des employés, le développement des compétences locales et la création de nouvelles opportunités économiques et d'emplois.

La démarche consiste à réaliser des actions coordonnées dans le temps, dans l'espace et entre les différents intervenants pour jeter les bases d'une relance économique régionale. Les activités principales de cette composante sont les suivantes :

1. Accompagner les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs : structuration, formation, dotation de matériels et intrants, activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenus.

L'accès à l'eau sera très important pour améliorer la productivité agricole dans le Grand Sud, mais il faudra conjuguer les aménagements hydrauliques à d'autres activités pour renforcer les moyens de subsistance telles que l'agriculture, l'élevage, l'utilisation et production de semences appropriées, la fourniture d'intrants agricoles, la réhabilitation environnementale, le reboisement de protection et l'irrigation, tel comme il a été cité plus haut.

Dans le but de rétablir la production alimentaire et créer un système agricole qui garantisse une meilleure sécurité alimentaire et la création de revenus durables pour les 7 Districts affectés, il a été proposé dans ce plan de mettre en place les activités suivantes :

- Concernant l'agriculture : dotation de semences adaptées au contexte de sécheresse (légumineuses, patate douce, manioc et maïs) ; dotation d'intrants et d'outils agricoles (par ménage : 1 arrosoir, 1 angady (bêche), 1 brouette, 5 litres d'insecticide). Il a été également prévu des dotations de petits systèmes d'irrigation goutte à goutte. Le nombre de bénéficiaires du présent plan est d'environ 6500 ménages par an par District. Plusieurs types d'accompagnement sont également prévus : activités de distribution d'aliments ou de cash pour la protection de semences distribuées ; renforcement de capacités dans l'apprentissage de nouvelles techniques agricoles, diversification dans les cultures.
- Concernant l'élevage : il s'agit de dotation de petits ruminants, caprins (4 femelles et 1 mâle par foyer) ; ovins pour la production de laine angora pour la fabrication de tapis mohair (4 femelles et 1 mâle) ; volaille (16 femelles pondeuses et 4 mâles). Ces dotations sont accompagnées par la dotation de matériel pour la fabrication des enclos pour les volailles, d'aliment bétail et de produits vétérinaires.
- Concernant la pêche : le secteur de la pêche est très peu développé pour plusieurs raisons : manque de capacités, utilisation de matériel non adapté et vétuste, insuffisance de débarcadères, absence de technologies de conservation (chaîne du froid, salage), très mauvais état des voies de communication pour sortir et transporter les produits issus de la pêche. Parmi les 7 Districts concernés dans ce plan, seulement Ambovombe, Tsihombe, Beloha, et Ampanihy se sont montrés intéressés et leurs actions retenues sont la dotation de pirogues avec moteur hors-bord (individuelles ou à des groupements de pêcheurs), du matériel de pêche (bouées, filets, hameçons, cordes, glaciaires) et renforcement de capacités et activités de structuration. Dans le District de Betioky il a été proposé le développement de la pisciculture.

Pour les 3 activités ci-dessus, agriculture, élevage et pêche, sont prévues des activités d'accompagnement pour le développement de marchés et chaînes de valeurs.

2. Contribuer à la création d'emploi et à l'amélioration des conditions de travail

Compte tenu de la pauvreté et des taux de chômage élevés dans les Districts concernés, il est important dans le court et moyen terme de stabiliser les moyens de subsistance pour contribuer à atténuer le stress provoqué par la crise à travers de l'amélioration de la productivité et les conditions de travail (emploi formel, protection sociale, santé, sécurité, conditions salariales, etc.). Il est proposé dans ce plan la création d'emplois à travers les modalités de transferts monétaires ou d'argent contre travail ou autres schémas de travail communautaire (HIMO), pour la réhabilitation ou construction d'infrastructures (ouvrages hydrauliques, pistes, reboisement, stabilisation de dunes etc.). Cela permettra une rapide injection d'argent dans l'économie locale permettant aux personnes affectées par la crise de répondre à leurs besoins immédiats et à réduire leur vulnérabilité face aux chocs futurs.

Lors des consultations il a été proposé d'instaurer un cadre de concertation et de dialogue entre les représentants de la Région, District, Commune, Secteur Privé et travailleurs pour

renforcer et améliorer la situation relative à l'emploi (rémunération salariale, normes et conditions de travail, amélioration des capacités et situation sécuritaire). Dans ce sens il a été retenu dans ce plan de réaliser des ateliers de concertation et de dialogue à raison d'un atelier par trimestre par District.

3. Réhabiliter les pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques

Une problématique qui affecte le Grand Sud, et en particulier les 7 Districts affectés par la sécheresse, est celle de l'enclavement. En effet, cet enclavement est essentiellement dû en premier lieu à cause du mauvais état des routes reliant les régions, districts, communes et fokontany entre eux. Cela empêche fortement la sortie des produits agricoles de leurs lieux de production vers les marchés ainsi que d'autres activités socio-économiques. Pour contribuer à améliorer la situation il a été proposé de réhabiliter les pistes impraticables et très détériorées, soit environ 812 km. De pistes pour les 7 Districts (voir le détail en annexe).

Les propositions de réhabilitation des pistes (améliorer la traficabilité des routes) consistent à réaliser les travaux de réhabilitation selon les méthodes de "Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre conduits en approche structurée" ("HIMO structurée"). Cette approche vise à optimiser l'emploi de la main d'œuvre locale sans pour autant exclure le recours à des équipements lourds, notamment pour le transport des matériaux et le compactage des couches de roulement. Par ailleurs, cette approche contribuerait par la même occasion, à la création d'emplois et l'intégration économique et sociale, indispensables pour la construction de la paix et la stabilité dans le Grand Sud. La faisabilité technique de l'approche HIMO structurée et rentabilité économique ont déjà été démontrées pour ce type de travail en particulier dans la réhabilitation de pistes dans l'Anosy et l'Androy.

4. Mettre en place des guichets fonciers et des bureaux d'immatriculation foncière (BIF) pour la sécurisation des biens

Lors des consultations il a été exprimé que pour pouvoir améliorer le secteur de l'agriculture, il est indispensable d'améliorer également les aspects relatifs au foncier, notamment dans l'aspect de la sécurisation des biens pour les agriculteurs. Il a été donc proposé d'améliorer l'efficacité et la couverture des Guichets Fonciers (GF) existants et de mettre en place de nouveaux où il s'avère nécessaire. Pour ce faire, il est nécessaire au préalable de diagnostiquer l'état de fonctionnement des GF existants et identifier la pertinence de mise en place de nouveaux GF. Les activités recommandées sont les suivantes : Diagnostic des guichets fonciers existants ; recrutement et formation des agents des GF ; redynamisation ou mise en place de Comités de reconnaissance locale ; renforcement de capacités ; dotation en matériels/équipements ; appui l'opérationnalisation et à l'autonomisation des GF ; Elaboration des plans de sécurisation foncière - PSF ; Adapter au niveau des communes rurales les Plans d'actions pour la résilience des Communes Urbaines ; élaboration des SAC -Schéma d'aménagement des communes.

5. Promouvoir la création d'opportunités génératrices de revenus.

En situation de sécheresse, qui exacerbe la situation de pauvreté des 7 Districts affectés, il a été proposé pour les groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes, de créer d'autres moyens de subsistance ou d'opportunités de génération de revenus, contribuant cela aussi à atténuer la concurrence accrue sur les ressources naturelles et des services des écosystèmes. Les activités proposées pour ce plan sont les suivantes :

- Promouvoir les techniques de salage et séchage de produits agricoles et de la mer à travers la Structuration des pêcheurs, la formation aux techniques, la gestion des activités, dotation de matériels et à l'accompagnement pour développer l'accès aux marchés.

- Appuyer la création de petites unités de transformation : d'huile de ricin, de canne à sucre et d'aliments pour animaux (provenderies) à travers l'animation d'une approche filière/chaine de valeurs et l'appui aux producteurs de ricin et d'arachide par la dotation de semences, petits matériels et aménagement des terrains.
- Appuyer la création de centres artisanaux de vanneries par le biais de la structuration des artisans, l'appui et accompagnement aux achats regroupés de matières premières et aux ventes regroupées des produits.
- Création de petites entreprises : de coupe et couture, pâtisseries et boulangeries en proposant également des activités de structuration des artisans, la formation aux techniques, la gestion des activités, dotation de matériels et à l'accompagnement pour développer l'accès aux marchés.
- Développement de l'artisanat : Lamba landy, Tapis mohair à travers la structuration des artisans, la formation, la gestion des activités, dotation de matériels et à l'accompagnement pour développer l'accès aux marchés.

La question de l'accès au crédit a été également examinée lors des consultations pour soutenir les entrepreneurs dans la création de nouvelles opportunités de génération de revenus.

Voir en annexe le Tableau 3 : il présente le cadre des résultats de la Composante pour le relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles.

2.4.3 Relèvement institutionnel et socioculturel

L'objectif de cette composante est d'instaurer un climat institutionnel et socioculturel propice à la relance de l'économie régionale. Le relèvement institutionnel et socioculturel s'attaquera au renforcement du fonctionnement des institutions au niveau local en contribuant à la restauration de la sécurité des humains et des biens, au renforcement des capacités (humaines, techniques, matérielles et financières) des services techniques déconcentrés ainsi qu'à la promotion des campagnes contre les pratiques culturelles ostentatoires qui sont sources de décapitalisation des ménages et des communautés.

Cette composante contribuera également à la promotion d'une culture de transparence et de redevabilité afin de réduire la corruption sur le territoire du Grand Sud de Madagascar.

Les activités principales proposées pour cette composante sont les suivantes :

1. Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions, districts et communes

Pour la mise en œuvre du Plan de Relèvement et Résilience il sera nécessaire de mettre en place un cadre de coordination et de suivi au niveau des trois Régions et sept Districts d'intervention. Il sera nécessaire également un appui dans la mobilisation de ressources et équipement pour l'amélioration des services offerts par les institutions aussi pour les niveaux Région, District et Commune. Il a été proposé également un soutien pour l'amélioration de la gouvernance locale à travers la mise en place des structures locales de concertation et du renforcement de capacités des Autorités, dans le Leadership et la bonne gouvernance.

2. Campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement

Tel comme expliqué lignes plus haut, les consultations ont révélé que certains facteurs socioculturels, en particulier les habitudes, attitudes, croyances, principes et coutumes, peuvent créer une influence positive ou négative au développement. Pour contribuer à développer des changements positifs il a été proposé de réaliser des Campagnes d'alphabétisation et de sensibilisation (une par an au niveau District) dans les domaines de : protection et conservation de l'environnement ; protection de la femme et de l'enfant (mariage précoce, polygamie). Il a été également proposé d'organiser des séances de sensibilisation pour l'abandon des pratiques culturelles sources d'appauvrissement : Havoria,

attachement au Zébu et à la terre...). Ces actions seront réalisées à travers la production d'émissions radio de sensibilisation et de groupes d'écoute, et en constituant des groupes de plaidoyer.

3. Renforcer la sécurité au niveau district et Communal

Le manque d'opportunités et l'appauvrissement des ménages a contribué à qu'il y ait une augmentation de la délinquance (vols de Zébus, attaques dans les villages et sur la route, abus de pouvoir) ce qui a déclenché un climat d'insécurité pas propice pour le déplacement des individus et pour les affaires. Dans le but d'améliorer la sécurité il a été proposé pour ce plan de renforcer les Comités de Vigilance Communale (Andrimasom-Pokonolona) à travers la formation et équipement de ces comités ; former les anciens Dahalo et la création de postes avancés de la gendarmerie au niveau communal (formation et équipement)

4. Renforcer et réviser l'application des DINA (amendes)

Afin de contribuer au respect des ressources naturelles contre la déforestation et dégradation de l'environnement ainsi qu'à la réduction de tout autre type d'abus il a été proposé pour ce plan de réviser et renforcer l'application des DINA (amendes) à travers la Formation /sensibilisation sur les modalités d'application et rôles des différents acteurs dans l'application des DINA ainsi que le soutien dans la reconnaissance du tribunal/justice aux verdicts des MPIZAKA (notables).

Voir en annexe le Tableau 4 : il montre un détail des résultats de la Composante pour le relèvement institutionnel et socioculturel.

2.4.4 Données budgétaires pour trois ans

L'estimation des coûts des différentes composantes s'est faite grâce à la collaboration des partenaires du gouvernement (Ministères concernés) et autres acteurs présents dans les 7 Districts des régions d'Atsimo Andrefana, Androy et Anosy affectés par la crise (BAD, UNICEF, FAO, PAM, BIT, CARE, CRS).

Le PRR comporte des actions définies dans le temps, sur un horizon de trois ans (2017, 2018 et 2019). Les Investissements proposés dans ce plan vont constituer la colonne vertébrale du relèvement des Districts affectés et pour les projeter sur la voie du développement. Il est important de préciser que le PRR ne peut pas répondre à toutes les questions et tous les besoins, notamment les besoins en développement, ce plan propose de répondre aux besoins prioritaires en relèvement exprimés par les individus et communautés des 7 Districts les plus affectés par la sécheresse. Il s'appuie par ailleurs sur 3 composantes devant permettre de concrétiser le relèvement et la construction de la résilience des Districts affectés par la sécheresse.

Les enveloppes budgétaires par composante ont été estimées par activité et par année. (Consulter en annexe les Tables : 5, 6, 7). Un résumé du coût des activités prioritaires du plan de relèvement et résilience se présente comme il suit :

Composante/Activité	Coût estimé en USD
Relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement :	
Réhabiliter/construire des puits jusqu'à 10 m et forages jusqu'à 60 m	8,341,000.00
Réhabiliter/construire d'autres infrastructures hydro agricoles : Barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation, impluviums	1,104,300.00
Réaliser et renforcer des activités de lutte contre l'érosion éolienne, responsable des mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages	9,057,600

Total	18,502,900
Relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles :	
Accompagner les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs : structuration, formation, dotation de matériels et intrants, activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenus	66,683,128
Réhabiliter les pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques	51,168,600.00
Promouvoir la création des opportunités génératrices de revenus	1,616,350.00
Total	119,468,078.00
Relèvement institutionnel et socioculturel	
Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions, districts et communes	10,395,000.00
Campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement	1,680,000
Total	12,075,000.00

2.5 Coordination et gestion du relèvement et résilience

2.5.1 La maîtrise d'ouvrage locale

Les recommandations de l'atelier d'Ambovombe tirées des expériences du passé est un réel manifeste de la volonté de la population de devenir un acteur majeur de son propre développement. Il s'agit de mettre la maîtrise d'ouvrage locale au cœur de la démarche de conception et de mise en œuvre et de suivi du plan de relèvement et de résilience. Elle constitue à la fois le fondement de La décentralisation, une condition du développement local et un enjeu de la gouvernance du territoire. Cette maîtrise d'ouvrage locale est fondée sur :

- **le portage et le pilotage du plan du relèvement et résilience par les collectivités locales décentralisées** : comme tenu de la configuration territoriale du plan, il s'agit de voir avec les CTD (Régions et Communes) les modalités de structuration de leurs relations et de mise en place de cadre spécifique pour encadrer ces relations et aider les acteurs (La Loi organique N° 2014 - 018, régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités territoriales décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires);
- **l'animation des services techniques déconcentrés par les Représentants de l'Etat** : la démarche consiste à la fois à un décloisonnement stratégique des services techniques déconcentrés dans la perspective d'appui à la mise en œuvre coordonnée du plan de relèvement et résilience et dans la prise en compte du Grand Sud comme cadre et objet privilégié de politiques publiques. (La loi n° 2014-021 du 12 septembre 2014 relative à la représentation de l'Etat)
- **une forte implication de la population** : sur le modèle de la Structure Locale de Concertation, dans sa composition (représentativité), dans son fondement (espace de dialogue et de consultation), ses attributions (un outil d'aide à la définition, à l'orientation, et au suivi) et dans son fonctionnement (liberté d'expression, la participation, l'engagement et la responsabilisation des citoyens) il s'agit de promouvoir la création d'un cadre de participation/représentation de la population à la fois acteur et bénéficiaire du plan de relèvement et résilience. (Décret n° 2015 – 957 relatif à la Structure Locale de Concertation des Collectivités territoriales décentralisées)

2.5.2 Renforcement de la coordination.

Considérant l'échelle et la magnitude de la présente sécheresse qui affecte le Grand Sud de Madagascar et malgré l'existence d'une fluidité dans la coopération entre les acteurs du Gouvernement et l'Equipe Humanitaire et de développement du Pays, il y a un fort besoin de renforcer et d'améliorer les mécanismes de coordination à tous les niveaux dans le but de d'assurer une transition compréhensive entre les efforts humanitaires entrepris avec les actions de développement. Cela contribuera à mettre en place des réponses coordonnées, efficaces et adaptées aux besoins des communautés vulnérables du Grand Sud.

Pour améliorer la coordination entre acteurs humanitaires et de développement, le BNGRC, avec le soutien technique et financier du PNUD, a ouvert courant le mois de juillet une antenne de coordination dans la Région d'Ambovombé. D'autres antennes du BNGRC sont en cours d'implémentation dans les Régions d'Atsimo Andrefana et Anosy, ainsi que dans les Districts de Bekily, Tsihombe, Beloha, Amboasary, Ampanihy et Betioky.

Il est à noter qu'en parallèle, il faut renforcer également la gestion de l'information et les Systèmes d'Alerte Précoce. En effet, les mécanismes de collecte, analyse, partage et diffusion de l'information entre les acteurs humanitaires et de développement demeurent encore très faibles, inconsistants et non durables. Cela est également valable pour le Système d'Alerte Précoce – SAP mis en place depuis 1996 a arrêté de fonctionner à Madagascar en 2012, ce qui depuis empêche d'identifier à temps des crises potentielles ainsi le passage d'une situation humanitaire chronique à une situation humanitaire d'urgence.

2.5.3 Mapping des potentiels positionnements/engagements des Partenaires Techniques et Financiers pour le PRR.

En vue de proportionner des réponses à ce plan de Relèvement et Résilience à travers l'implémentation des activités, est proposée en annexe une matrice pour que les bailleurs de fonds intéressés puissent se positionner, soit pour apporter une contribution financière au PRR ou soit pour manifester leur intérêt à mettre en œuvre une activité particulière de ce plan.

Les propos de peupler cette matrice sont multiples :

- Permettre d'apprécier les efforts à réaliser dans la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des activités du PRR.
- Contribuer à améliorer la coordination entre acteurs dans la mise en œuvre des actions de relèvement et résilience.
- Apprécier les potentielles complémentarités entre acteurs.
- Stimuler la création de synergies et partenariats entre acteurs.

Annexes

Mapping des acteurs Présents dans le Grand Sud de Madagascar Classé par secteur (non exhaustif)

Acteur	Activité	Lieu	Dates exécution depuis 2015
SECURITE ALIMENTAIRE - NUTRITION			
CRS/Gates foundation	Renforcement nutritionnel, dépistage enfants malnutris, éducation nutritionnelle	Androy	Nov. 2015 à juin 2016
Centre Technique agro-écologique du Sud – CTAS/UE	Sécurité alimentaire et appui des agriculteurs : agro écologie (stock de 120 T de semences)	Tsihombe, Belhoa, Ambovombe, Anosy, Ambrosary	Avril 2014 à août 2017
PAM/USAID	Réponses d'urgence pour restaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle	4 districts d'Androy : Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe	Sept 2015 à Février 2016
PAM	Distribution de vivres au niveau des écoles (cantines scolaires) et VCT pour réponse d'urgence	Anosy et Androy	Aout à octobre 2015
PAM-CRS-ADRA/USAID	2300 T d'assistance alimentaire, semences adaptées à la saison sèche, petit bétail, formation en petit élevage	Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe, Amboasary	Pas précisé
ADRA/USAID	Résilience aux agriculteurs, santé et nutrition	Androy, Atsimo Andrefana, Amoronimania	Sept 2014 à Sept 2019
MSF	Prise en charge de malnutrition sévère et modérée	9 communes dans l'Androy et 2 communes dans le District de Tsihombe	Mai 2015 à mars 2016
AGRICULTURE			
ADRA/UE	Assistance aux agriculteurs-dotation en matériels agricoles et produits vétérinaires	Anosy	2014 à 2018
GRET et CTAS/UE	HOBA – ASARA : Production végétale (semences), formation du prestataire dans le secteur agriculture forestière et élevage appui au CSA	Région Androy, District Ambovombe	Avril 2014 à juillet 2017
GRET et CTAS/UE	AINA: approche volet nutrition production de semences, diffusion agro écologie	Districts Ambovombe, Tsihombe, Belhoa, Ambrosary Atsimo	Mai 2013 à avril 2016
CRS/USAID	Appui en intrants agricoles (semences) et élevage	4 districts d'Androy : Ambovombe, Bekily, Beloha, Tsihombe	Octobre 2015 à mars 2016
PAM/BAD	VCT et GFD – élevage et agriculture	Districts : Ampanihy, Betsioky, Tulear II	2015
INFRASTRUCTURES			
FID/BM	ACT-réhabilitation piste et canal d'irrigation, assainissement du village, mare, culture de raketa	Androy et Anosy	Nov à Decembre 2015
AES (Projet à réaliser ; bailleur pas précisé encore)	Construction Pipeline (7M Euros)	Antsira vers Amvondro	
AES (Projet à réaliser ; bailleur pas précisé encore)	Construction Pipeline (24M Euros)	Bemamba vers Ambovombe et Antaritarika	Pas précisé
BAD	Construction de batterie de forages pour eau potable	Androy	Pas encore précisé

PNUD	Structuration et renforcement des Collectivités Territoriales Décentralisées, de la société civile et des communautés de base pour promouvoir la cohésion sociale, la paix, la sécurité, le relèvement efficace; résister aux différents chocs et stimuler le développement local en répondant aux besoins exprimés par la population	Région Androy : Commune urbaine d'Ambovombe et Communes Antaritarika et Tsiombe	2015-2019
PNUD	Transformation structurelle, renforcement des capacités productives durables et bonne gouvernance environnementale pour favoriser la création d'emplois verts, et des moyens de subsistance au profit des populations pauvres ou vulnérables, surtout les femmes et les jeunes	Région Androy : Commune urbaine d'Ambovombe et Communes Antaritarika et Marolinta	2015-2019
Projets humanitaires – crise sécheresse el Nino dans le Sud en cours			
PAM/FAO Sécurité Alimentaire	Assistance alimentaire d'urgence et appui à la restauration rapide des moyens de subsistance des ménages en difficulté alimentaire sévère suite à l'impact de l'El niño dans le Sud de Madagascar	Région Androy : Districts Ambovombe, Beloha, Bekily, Tsihombe Région Atsimo Andrefana : Districts Betsioky et Ampanihy	Jusqu'en Mars 2017
UNICEF/PAM Nutrition	Réponse à la crise nutritionnelle survenue suite à une sécheresse prolongée dans les districts du sud de Madagascar affectées.	Région d'Androy: districts de Bekily, d'Ambovombe, de Beloha et de Tsihombe - Région d'Atsimo Andrefana : districts d'Ampanihy et de Betsioky - Région d'Anosy : district d'Amboasary et Taolanaro	Jusqu'en Mars 2017
UNICEF/ WASH	Approvisionnement en eau, traitement d'eau à domicile et lavage des mains avec du savon en appui aux interventions pour lutter contre la malnutrition aigüe au sud de Madagascar.	Region Anosy: District de Fort Dauphin et d'Amboasary (communes qui présentent des poches de prévalence de malnutrition aigüe sévère) Region Androy: District de Bekily, Tsihombe, Beloha et Ambovombe Region Atsimo Andrefana : District d'Ampanihy et Betsioky	Jusqu'en Mars 2017
OMS/UNFPA Santé	Réponses sanitaires d'urgence pour la réduction de l'excès de mortalité et morbidité liées à l'insécurité alimentaire des populations de six districts du Grand Sud de Madagascar	Régions : - Androy : Districts d'Ambovombe, Bekily, Tsihombe et Beloha. - Atsimo Andrefana : Districts de Betsioky et Ampanihy. - 32 Communes les plus affectées par la malnutrition aigüe globale (modérée et sévère) de ces six districts	Jusqu'en Mars 2017

Tableau 2 : Cadre des résultats de la Composante pour relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement

Aléa :	Sécheresse, érosion éolienne, déforestation, invasion acridienne						
Objectif	Rétablir les conditions sociales et environnementales pour le relèvement et la résilience dans le Grand Sud						
Résultat 1 :	les conditions sociales et environnementales pour le relèvement et la résilience dans le Grand Sud sont rétablies						
Indicateur d'activité :	<p>Nombre d'infrastructures réhabilitées ou construites : 16 puits réhabilités ; 69 puits construits ; 496 forages construits ; 70 retenues d'eau pluviale construites ; 28 barrages construits ; 74 barrages réhabilités ; 65 impluviums construits ; 13 impluviums réhabilités ; 20 Km de canaux construits ; 26 km de canaux curés.</p> <p>Superficie de terrains reboisés : 1350 ha reboisées.</p> <p>Mètres linéaires de brise vent réalisés : 738 ha du dunes fixées.</p>						
ACTIVITES	DISTRICTS						
	Ambovombe	Bekily	Tsihombe	Beloha	Ampanihy	Betioky	Amboasary
Réhabiliter / construire des puits jusqu'à 10 m. et des forages jusqu'à 60 m.	<p>Construction de forages pour les autres les communes :</p> <p>Ambohimalaza (2)</p> <p>Ambovombe (4)</p> <p>Ambanisarika (3)</p> <p>Ampamanta (4)</p> <p>Construction d'un forage par an pour les autres 17 communes d'Ambovombe</p>	<p>Construction de 5 forages par an par commune – 20 communes de Bekily</p>	<p>Anjapaly (6 réhabilitations et 15 constructions)</p> <p>Nikoly (30 constructions)</p> <p>Marovalo (6 réhabilitations)</p> <p>Faux cap (4 réhabilitations)</p> <p>Tsiohmbe (11 constructions)</p>	<p>Construction de 62 forages répartis dans la proximité du fleuve Manambovo et de Linta</p> <p>Construction d'un forage par an dans chacune des communes rurales d'Ankilimiary, Ankilibehara, Imonto, Anjapohy, beborodoke, Agnena, Angombegobe, Sampeza, Sihananelaly</p>	<p>Construction : (13) puits et (32) forages à Androka ; 11 puits et 23 forages à Itampolo ; 3 puits et 23 forages à Androhipano ; 16 forages à Ankilizato ; 4 forages à Beroy ; 16 forages à Maniry ; 4 forages à Ampanihy</p>	<p>Construction : (11) puits à Sakamasay ; (5) puits à Beantaka ; (16) puits pour eau potable et (10) puits pour pépinières à Betioky</p>	<p>Construction de (18) forages à Amboasary Sud ; (24) à Sampona ; (18) à Tanandava ; (14) à Ifotaka ; (8) à Behara ; (1) à Tanambe ; (1) à Evoahazo ; (1) à Bebea ; (1) à Mahatomtsy</p>
Réhabiliter/construire d'autres infrastructures hydro agricoles : Barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation, impluviums	<p>Construction de 3 retenues d'eau pluviale par an à Saremonto ;</p> <p>Construction d'une retenue d'eau pluviale par an à Ampamanta</p>	<p>Construction d'une retenue d'eau pluviale par an à : Antanandava (2)</p> <p>Beraketa (2)</p> <p>Menakompy (2)</p> <p>Bekily (2)</p> <p>Maroviro (2)</p> <p>Besakoa (2)</p> <p>(1) Beteza</p>	<p>Construction d'un barrage de 30 ml sur le fleuve Linta pour que les localités environnantes puissent bénéficier des irrigations.</p> <p>Prioriser sur le du bon fonctionnement de l'eau à partir du pipeline déjà existant (Ampotaka – Tsihilme – Faux Cap.</p>	<p>Construction d'un impluvium par an dans chacune des communes rurales d'Ankilimiary, Ankilibehara, Imonto, Anjapohy, beborodoke, Agnena, Angombegobe, Sampeza, Sihananelaly</p> <p>Réhabilitation de 12 impluviums dans la commune de Marolinta</p>	<p>Construction de 5 barrages de 35 ml à Ankilizato ;</p> <p>Entretien du barrage d'Antanimieva ;</p> <p>Construction d'un barrage d'eau pluviale à Maniry (potentialité pour irriguer 1800ha) ;</p> <p>réhabilitation de 3 barrages de 35 ml à Ampanihy ;</p>	<p>Construction de 2 barrages à Sakamasay de 10 ml ;</p> <p>Construction d'un barrage à Ranofoty de 10 ml ;</p> <p>Construction d'un barrage à Mabazoa Anketraka de 10 ml ;</p>	<p>Construction d'in canal d'irrigation à partir de Mandrare vers Sampona environ 20 km ;</p> <p>Construction d'impluvium à raison de 1 par an à : Elomaka, Maroloha I&II, Vohibary Lac, Antsovela, Ambatomena, Evoahazo, Berano Tanambao, Analakely</p>

			Construction de 6 Bassins de retenue d'eau pluviale à Anjapaly ; 15 réhabilitations de barrages à Anjapaly et 20 constructions ; 23 réhabilitations de barrages à Marovalo ; (23) réhabilitations de barrages à Faux cap	Construction de 2 retenues d'eau pluviale par an dans les communes rurales d'Ampamata et Droakemba	Constructions de 8 impluviums à Ampanihy pour alimenter environ 2500 personnes	Réhabilitation du barrage à Ankida de 75 ml. Curage de canal d'irrigation de 18 km à Antohabato ; Curage de canal d'irrigation à Ankazombalala de 8 km.	
Réaliser et renforcer des activités de lutte contre l'érosion éolienne, responsable des mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages	Fixation de dunes avec la plantation de 10 ha par an de sisal dans les communes de : Maroalopoty - Maroalamainty – Ambazoa –Erada. Plantation 20 ha pa an avec acacia pour chacune des communes de Maroalopoty, Maroalamainty, Ambazoa, Erada,	NA	Faux Cap (16 ha/an de dune à fixer) avec la plantation de cocotiers, filaos, ricin.	plantation d'Ipoméa ou Lalanda 20 ha/an Reboisement avec arbres fruitiers 10 ha/an: mangue, cocotier, papayer, citro dans les communes de : fantsiolotsy, mendoravy, katrafay, magnary, vaovy, varo, aloambary mahalao, kobay, kily..	25 ha à fixer avec la plantation de lalanda, sisal, akao dans les communes : Androka Rebola ; Bemananteza ; Androkaela ; Belambo; Ankaofaly ; Antsakoa ; befamanta ; fanambosa ; Sahodona (total 250000 ha à fixer dans 3 ans)	Plantation de 3000 pieds dans 30 communes au niveau des bas-fonds pour lutter contre ensablement	Plantation de sisal, Lalanda 20 ha/an Mise en place de la Grande pépinière d'Amboasary Sud Plantation de 3000 pieds dans 19 Fokontany 2 fois par an
Protéger et conserver les ressources forestières	Reboisement communautaire – 25 ha/an pour chacune des communes : Antanimora, Anjesty, AnkiliKira, Ambovombe, Ambondro, Erada	Reboisement communautaire – 25 ha pour 20 communes Mise en place d'une pépinière villageoise	Application de Dina (amende) pour les défricheurs – campagnes de sensibilisation - Regroupement des responsables communaux et autres acteurs pour la réactualisation des Dina – constitution de groupes de suivi et d'application des Dina – mise en place de structures d'accompagnement et d'appui conseil.	Application de Dina (amende) pour les défricheurs - campagnes de sensibilisation - Regroupement des responsables communaux et autres acteurs pour la réactualisation des Dina – constitution de groupes de suivi et d'application des Dina – mise en place de structures d'accompagnement et d'appui conseil.	Mise en place d'une pépinière villageoise	Mise en place d'une pépinière villageoise	Création de comités de vigilance communautaire contre le trafic illicite du patrimoine (tortue, corail) : Adoption d'un comité de vigilances sous la responsabilité du Maire et composé par le Président du Fokontany, société civile (WWF, Association impliquée dans l'environnement, etc...), Président Kalony, OMC, etc...)

Promouvoir la création d'Aires Protégées	Capitaliser les acquis assimilés sur la Valorisation de forêts sacrées – Organisation d'ateliers d'échange sur les acquis et d'information sur la nouvelle loi n° 2015 005 Portant sur la refonte du Code de Gestion des Aires Protégées – Formation des membres des comités de gestion et appui en matériels.	NA	Capitaliser les acquis assimilés sur la Valorisation de forêts sacrées – Organisation d'ateliers d'échange sur les acquis et d'information sur la nouvelle loi n° 2015 005 Portant sur la refonte du Code de Gestion des Aires Protégées – Formation des membres des comités de gestion et appui en matériels.	NA	Encourager le travail initié par les communautés rurales d'Ampanihy et d'Androka avec Madagascar National Parc (MNP) anciennement ANGAP (association nationale de la gestion des aires protégées) en 2008 – campagnes de sensibilisation	NA	NA
Renforcer la lutte antiacridienne	Programme triennal Au niveau des 7 districts						
Promouvoir les fours solaires dans les cantines scolaires	Pour les 1300 cantines scolaires par an pour les 7 districts						

Tableau 3 : Cadre des résultats de la Composante pour le relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles

Vulnérabilités structurelles :	Faibles capacités de relance de l'économie						
Objectif	Renforcer les conditions de relance de l'économie régionale.						
Résultat 2 :	les conditions de relance de l'économie régionale sont renforcées						
Indicateur d'activité :	Nombre de producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) appuyés : au moins 45,500 ménages appuyés. Nombre d'activités génératrices de revenus créées : 15 activités différentes pour les 7 districts Kilomètres de pistes réhabilitées : 812 km de pistes réhabilités. Nombre guichets fonciers opérationnels : au moins 10 guichets opérationnels par an par district						
ACTIVITES	DISTRICTS						
	Ambovombe	Bekily	Tsihombe	Beloha	Ampanihy	Betioky	Amboasary
Accompagner les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs : structuration, formation, dotation de matériels et intrants, et activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenus	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments	Dotation d'Intrants agricoles. Dotation de petit élevage et aliments

Cible moyenne : 6500 ménages/an/district	(caprins, ovins, volailles) Dotation de matériel de pêche (maritime).	aliments (caprins, ovins, volailles)	(caprins, ovins, volailles) Dotation de matériel de pêche (maritime).	(caprins, ovins, volailles) Dotation de matériel de pêche (maritime).	(caprins, ovins, volailles) Dotation de matériel de pêche (maritime).	(caprins, ovins, volailles) Dotation de matériel de pêche (pisciculture). Dotation de matériel pour apiculture	(caprins, ovins, volailles)
Contribuer à la création d'emploi et à l'amélioration des conditions de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilisation des moyens de subsistance affectés par la crise à travers la création d'emplois à travers les modalités de transferts monétaires ou d'argent contre travail ou autres schémas de travail communautaire, pour la réhabilitation ou construction d'infrastructures d'intérêt communautaire (voir activités dans composante précédente et activité suivante) - Instaurer un cadre de concertation et de dialogue entre les représentants de la Région, District, Commune, Secteur Privé et travailleurs (un atelier par trimestre par District) - Renforcement des capacités des jeunes et des femmes pour pouvoir accéder au monde du travail. 						
Réhabiliter les pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques	Environ 50 Km de piste reliant Ambovombe à 4 communautés rurales aux alentours	Environ 175 Km de piste intercommunale partant de Bekily	Environ 235 km. de pistes reliant chaque chef-lieu de Commune Rurale vers les Fokontany	Environ 190 Km de piste vers les communes en partance de Beloha	Réhabilitation de pistes reliant : Androka – Ampanihy : 20 Km Point noir -Maniry : 200m Itrobaka – Terahanombitel (12 km) Itrobaka – Ampanihy (10km)	Environ 50 Km de piste reliant Betioky à 13 communes rurales	Environ 70 Km de piste reliant : Amboasary à 5 communes rurales
Renforcer les Guichets Fonciers (GF) existants et en difficulté, et mise en place de Guichets Fonciers pour la sécurisation des biens	1 GF en Difficulté, renforcer les capacités et/ou équipement	Mise en place d'au moins 39 guichets fonciers	<u>Anjampaly</u> en difficulté <u>Antaritarika</u> en difficulté <u>Faux Cap</u> en difficulté <u>Imongy</u> A perfectionner <u>Marovato</u> en difficulté <u>Nikoly</u> A perfectionner <u>Tsihombe</u> En cessation d'activité	Diagnostiquer pour identifier la pertinence d'un GF	1 GF en Difficulté, renforcer les capacités et/ou équipement	NA	Mise en place de GF à Eloty Mahaly Marotsiraka Tomboarivo Tsivory

Promouvoir la création des opportunités génératrices de revenus	Promouvoir les techniques de salage et séchage de produits agricoles et de la mer.	Appuyer le développement des unités de transformation - huilerie et provenderie (nourriture pour animaux)	Création des petites unités de transformation – huile de ricins, Centre artisanal de vannerie 1 par commune au moins	Création de petite entreprise de coupe et couture, Centre artisanal de vannerie 1 par commune au moins	Développement de l'artisanat : Lamba landy, Tapis mohair, Couture, Pâtisserie/boulangerie	Développement de l'artisanat : Lamba landy, orpaillage	Création des petites unités de transformation de canne à sucre (sucrière) Centre artisanal de vannerie 1 par commune au moins
--	--	---	--	--	---	--	---

Tableau 4 : Cadre des résultats de la Composante pour le relèvement institutionnel et socioculturel

Gouvernance et facteurs socio-culturels	Gouvernance et facteurs socio-culturels, insécurité						
Objectif	Restaurer les conditions sécuritaires et socioculturelles favorables à la relance économique du Grand Sud						
Résultat 3 :	les conditions sécuritaires et socioculturelles favorables à la relance économique du Grand Sud sont restaurées						
Indicateur d'activité :	Nombres de comités de vigilance communautaire (Andrimasom-Pokonolona) opérationnels : 10 communes par District par an. Nombre de postes avancés opérationnels : 7 postes avancés opérationnels (1 poste / District) Nombre des campagnes de sensibilisation réalisées : 3 campagnes différentes sont réalisées par an et par District						
ACTIVITES	DISTRICTS						
	Ambvombe	Bekily	Tsihombe	Beloha	Ampanihy	Betioky	Amboasary
Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions, districts et communes	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacités des Autorités au niveau district dans le Leadership et bonne gouvernance - Renforcer les structures locales de coordination : formation, équipements, structuration, 						
Campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement	<ul style="list-style-type: none"> - Une Campagne d'alphabétisation et de sensibilisation au niveau district par an de protection et conservation de l'environnement - Une Campagne au niveau District de sensibilisation de protection de la femme et de l'enfant (mariage précoce, polygamie) - Organisation de séances de sensibilisation pour l'abandon des pratiques culturelles sources d'appauvrissement : Havoria, attachement au Zébu et à la terre...) 						
Renforcer la sécurité au niveau district et Communal	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les Comités de Vigilance Communale (Andrimasom-Pokonolona) : former et équiper les andrimasom-pokonolona - Formation des anciens Dahalo et Comités de Vigilance Communale (Kalony et des Jado) - Création de poste avancé de la gendarmerie au niveau communal (formation et équipement) 						
Renforcer et réviser l'application des DINA (amendes)	Reconnaissance du tribunal/justice aux verdicts des MPIZAKA (notables) et Renforcement de l'application DINA (amendes)						

Tableau 5 : Budgétisation pour la Composante pour le Relèvement face à la sécheresse et la dégradation de l'environnement (Estimation en USD)

Aléa :	Sécheresse, érosion éolienne, déforestation, invasion acridienne																				
Activité	District																				
	Ambovombe			Bekily			Tsihombe			Beloha			Ampanihy			Betioky			Amboasary		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Réhabiliter / construire des puits jusqu'à 10 m et forages jusqu'à 60 m	156,000	204,000	204,000	1,200,000	1,200,000	1,200,000	352,000	168,000	168,000	480,000	108,000	108,000	607,000	472,000	472,000	210,000	-	-	344,000	344,000	344,000
	Total : 564,000			Total : 3,600,000			Total : 688,000			Total : 696,000			Total : 1,551,000			Total : 210,000			Total : 1,032,000		
Réhabiliter/construire d'autres infrastructures hydro agricoles : Barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation, impluviums	2,400	2,400	2,400	7,800	7,800	7,800	243,000	75,000	75,000	65,400	47,400	47,400	68,125	68,125	17,500	106,750	10,000	-	150,000	50,000	50,000
	Total : 7,200			Total : 23,400			Total : 393,000			Total : 160,200			Total : 153,750			Total : 116,750			Total : 250,000		
Réaliser et renforcer des activités de lutte contre l'érosion éolienne, responsable des mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages	384,000	384,000	384,000	-	-	-	51,200	51,200	51,200	384,000	384,000	384,000	2,250,000	2,000,000	2,000,000	35,000	10,000	2,500	117,500	92,500	92,500
	Total : 1,152,000			Total : N/A			Total : 153,600			Total : 1,152,000			Total : 6,250,000			Total : 47,500			Total : 302,500		
Protéger et conserver les ressources forestières	135,000	135,000	135,000	475,000	450,000	450,000	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000	35,000	25,000	-	-	25,000	-	-	35,000	35,000	35,000
	Total : 405,000			Total : 1,375,000			Total : 105,000			Total : 105,000			Total : 25,000			Total : 25,000			Total : 105,000		
Promouvoir la création des Aires Protégées	20,000	20,000	20,000	-	-	-	20,000	20,000	20,000	-	-	-	20,000	20,000	20,000	-	-	-	-	-	-
	Total : 60,000			NA			Total : 60,000			NA			Total : 60,000			NA			NA		
Renforcer la lutte antiacridienne	Programme Triennal au niveau des 7 districts - Total : 25,000,000																				
Promouvoir les fours solaires dans les cantines scolaires	Programme de 1300 cantines scolaires par an pour les 7 districts = 1,510,000 - Total pour 3 ans : 3,510,000																				
Total par District En USD	6,261,059			9,071,259			5,472,459			6,186,059			12,112,609			4,472,109			5,762,359		

Tableau 6 : Budgétisation pour la Composante pour le relèvement économique et réduction des vulnérabilités structurelles (estimation en USD)

Vulnérabilités structurelles :	Faibles capacités de relance de l'économie																				
Activité	District																				
	Ambvombe			Bekily			Tsihombe			Beloha			Ampanihy			Betioky			Amboasary		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Accompagner les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs : structuration, formation, dotation de matériels et intrants, activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenus	3,204,250	3,179,250	3,179,250	3,151,000	3,151,000	3,151,000	3,204,250	3,179,250	3,179,250	3,204,250	3,179,250	3,179,250	3,204,250	3,179,250	3,179,250	3,175,376	3,175,376	3,175,376	3,151,000	3,151,000	3,151,000
	Total : 9,562,750			Total : 9,453,000			Total : 9,562,750			Total : 9,562,750			Total : 9,562,750			Total : 9,526,128			Total : 9,453,000		
Contribuer à la création d'emploi et amélioration des conditions de travail	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000	5,000
	Total : 15,000			Total : 15,000			Total : 15,000			Total : 15,000			Total : 15,000			Total : 15,000			Total : 15,000		
Réhabiliter les pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques	1,050,000	1,050,000	1,050,000	3,675,000	3,675,000	3,675,000	4,935,000	4,935,000	4,935,000	3,990,000	3,990,000	3,990,000	886,200	886,200	886,200	1,050,000	1,050,000	1,050,000	1,470,000	1,470,000	1,470,000
	Total : 3,150,000			Total : 11,025,000			Total : 14,805,000			Total : 11,970,000			Total : 2,658,600			Total : 3,150,000			Total : 4,410,000		
Mettre en place des guichets fonciers et des bureaux d'immatriculation foncière (BIF) pour sécuriser les biens	750,000	750,000	750,000	406,250	406,250	406,250	312,500	312,500	312,500	312,500	312,500	312,500	31,250	31,250	-	62,500	62,500	31,250			
	Total : 2,250,000			Total : 1,218,750			Total : 937,500			Total : 937,500			Total : 62,500			Total : 156,250			NA		
Promouvoir la création des opportunités	187,000	85,000	85,000	30,000	30,000	30,000	90,000	90,000	90,000	100,000	60,000	60,000	160,940	80,470	80,470	36,563	32,907	-	100,000	100,000	100,000

génératrices de revenus	Total : 345,000	Total : 90,000	Total : 270,000	Total : 220,000	Total : 321,880	Total : 69,470	Total : 300,000
Total par District En USD	Total : 15,322,750	Total : 21,801,750	Total : 25,590,250	Total : 22,705,250	Total : 12,620,730	Total : 12,916,848	Total : 14,178,000

Tableau 7 : Budgétisation de la Composante pour le relèvement institutionnel et socioculturel (estimation en USD)

Gouvernance et facteurs socio-culturels	Amélioration de la gouvernance, intégration des facteurs socio-culturels, niveaux d'insécurité																					
	Activité	District																				
		Ambovombe			Bekily			Tsihombe			Beloha			Ampanihy			Betioky			Amboasary		
2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018	2016	2017	2018		
Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions, districts et communes	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	495,000	
	Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			Total : 1,485,000			
Campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	80,000	
	Total : 240,000			Total : 240,000			Total : 240,000			Total : 240,000			Total : 240,000			Total : 240,000			Total : 240,000			
Renforcer la sécurité au niveau district et Communal	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	125,000	
	Total : 375,000			Total : 375,000			Total : 375,000			Total : 375,000			Total : 375,000			Total : 375,000			Total : 375,000			
Renforcer et réviser l'application des DINAs (amendes)	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	35,000	35,000	-	
	Total 70,000			Total 70,000			Total 70,000			Total 70,000			Total 70,000			Total 70,000			Total 70,000			
Total par District: En USD	2,170,000			2,170,000			2,170,000			2,170,000			2,170,000			2,170,000			2,170,000			

Matrice de positionnement des Partenaires Techniques et Financiers pour implémenter les activités du PRR

Aléa :	Sécheresse, érosion éolienne, déforestation, invasion acridienne						
ACTIVITES	DISTRICTS						
	Ambovombe	Bekily	Tsihombe	Beloha	Ampanihy	Betioky	Amboasary
Réhabiliter / construire des puits jusqu'à 10 m. et des forages jusqu'à 60 m.							
Réhabiliter/construire d'autres infrastructures hydro agricoles : Barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation, impluviums							
Réaliser et renforcer des activités de lutte contre l'érosion éolienne, responsable des mouvements de dunes et ensablement des champs de cultures et pâturages							
Protéger et conserver les ressources forestières							
Promouvoir la création d'Aires Protégées							
Renforcer la lutte antiacridienne							
Promouvoir les fours solaires dans les cantines scolaires							
Vulnérabilités structurelles :	Faibles capacités de relance de l'économie						
Accompagner les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs : structuration, formation, dotation de matériels et intrants, et activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenus (Cible moyenne : 6500 ménages/an/district)							
Contribuer à la création d'emploi et à l'amélioration des conditions de travail							
Réhabiliter les pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques							
Renforcer les Guichets Fonciers (GF) existants et en difficulté, et mise en place de Guichets Fonciers pour la sécurisation des biens							
Promouvoir la création des opportunités génératrices de revenus							
Gouvernance et facteurs socio-culturels	Gouvernance et facteurs socio-culturels, insécurité						
Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions, districts et communes							
Campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement							
Renforcer la sécurité au niveau district et Communal							
Renforcer et réviser l'application des DINA (amendes)							